



CCFD
TERRE
SOLIDAIRE

Caritas GAO
Caritas NOUADHIBOU
Caritas DAKAR
Caritas MAROC

ABCDS
Association pour le Bien-être
Cultuel, Éducatif, Sportif et Social

Alternatives Espace Citoyen
Niger

Mission catholique de Bamako,
de Nioro du Sahel (Mali)
Missions catholiques d'Arlit,
Tchirozérine, Birni N'Conni,
Niamey, Zinder (Niger)
Mission catholique d'Adrar (Algérie)

SIDEB
SIDEB

Réf. 3430110

Gao

Carrefour de migrations
Carrefour de solidarités



LA MAISON DU MIGRANT
Pour l'accueil, l'écoute, l'accompagnement
et la sensibilisation
de tous les migrants





Brochure éditée par le CCFD-Terre Solidaire / 4, rue Jean-Lantier 75001 Paris / Tél. 01 44 82 80 00

E-mail : ccfd@ccfd.asso.fr / Site web : ccfd-terresolidaire.org

Coordinateurs rédactionnels : Assane Ba et Nina Marx

Directeur de la publication : Antoine Malafosse

Ont participé à la rédaction et/ou à la relecture : Richard Araye, Guy Aurenche, Assane Ba, Hicham Baraka, Hassane Boukar, Antoine Chenu, Daniel Diakité, Cheikh Diop, Jérôme Dukiya, Hamid Fadhel Ibrahima Fal, Jan Heuft, Augustin Hounkpe, Eric Kamden, Anselm Mahwera, Alassane Maïga, Nina Marx, Jean-Marie Ndour, Delphin Nyembo, Moses Okwana, Sara Prestianni, Pieter Van Aken, Pierre M. Deukeu Yossa

Photos : CCFD-Terre Solidaire / Création : catmaddens / Impression sur papier PEFC : Oudin / Réf. 3430110

Dépôt légal : mai 2010

(prêtre)

Ce document n'est ni un manifeste, ni une déclaration internationale de plus sur les migrations ou sur les politiques migratoires.

Il est, plus modestement, le produit d'une réflexion partagée d'acteurs de terrain venus d'horizons divers, qui ont choisi de se mettre ensemble pour dire leur engagement de solidarité avec les migrants. Ces derniers sont victimes de politiques injustes et de traitements attentatoires aux droits humains dans leur parcours légitime vers un mieux-être social pour eux et leurs familles.

Il n'est pas un texte d'expertise mais de témoignages de réalités vécues dont l'opinion publique doit être informée.

Ses rédacteurs veulent ainsi affirmer leur volonté de poursuivre ensemble les soutiens multiples qu'ils apportent aux migrants sur les routes ; pour qu'ils se relèvent et restent debout pour gagner leur combat pour une vie meilleure.

En cela, il trace pour eux et pour tous ceux qui veulent s'y associer une feuille de route pour les prochaines années.

Le document a vocation à être diffusé de la façon la plus large possible.

1) Une rencontre à Gao, pourquoi ?



6

2) Une trentaine d'acteurs de solidarité partagent leur engagement avec les migrants sur les routes



9

Mots de bienvenue

Gao, la suite de Tamanrasset 2006

3) Maghreb / Sahel, des contextes variés, des actions coordonnées avec les migrants, pour une vie meilleure



12

Mauritanie, porte d'entrée de l'Europe ?

Maroc, l'après-fermeture des enclaves

Algérie, le piège et l'impasse pour les migrants

Niger, au carrefour de toutes les routes

Mali, entre ouverture et laxisme diplomatique au Nord

Maison du Migrant de Gao

Historique de la Maison du Migrant

La situation à la frontière algéro-malienne de Tinzaouaten

La convention avec la Croix-Rouge

Niéro du Sahel

Bamako

Sénégal, face à des rapatriements complaisants, des jeunes sur le pont pour leur réinsertion

Europe-forteresse ou le déni des réalités du monde

4) Pour la protection des migrants et la sécurité sur les routes du retour, des réseaux de solidarité se mobilisent



24

Depuis Tamanrasset 2006...

Après Gao 2009

5) Une action de longue haleine, cinq perspectives à court terme



28

Informier et sensibiliser les candidats au départ

Aider la Maison du Migrant de Gao à vivre et améliorer l'accueil des refoulés

Défendre les droits de migrants malgré l'absence de cadres juridiques définis

Construire des outils juridiques en appui au travail quotidien

Des pistes de travail

Communiquer et informer l'opinion publique sur les réalités de la migration

Insérer nos actions dans l'agenda mondial des sociétés civiles

Annexes



38



1) Une rencontre à Gao, pourquoi ?

Les régions du Maghreb et du Sahel ont enregistré en quelques années, l'arrivée de nombreux migrants issus des pays d'Afrique subsaharienne et de l'Afrique côtière. Les sources de la Commission européenne chiffreraient ces flux à environ 50 000 personnes, fin 2008.



Une pause à Tinzaouaten, pas d'arbre, pas d'eau, pas d'argent. Rien que de la violence

Les passages par les routes du désert saharien ont donné lieu à des situations dramatiques pour les candidats à l'émigration, du fait de l'engagement des États du Maghreb d'endiguer, sur incitation de l'Union européenne, les flux migratoires subsahariens vers l'Europe (fermeture du Détroit de Gibraltar, des enclaves espagnoles, de Lampedusa, de Malte, des îles Canaries, etc.), sans concéder aucune contrepartie en termes d'installation ni même d'accueil dans ces pays dits de transit.

Devant l'impossibilité d'atteindre l'Europe, beaucoup de ces émigrants se retrouvent aujourd'hui bloqués dans le Maghreb. Ils y survivent cachés, « piégés » (car ne pouvant ni avancer ni retourner) et sujets à des brimades quotidiennes, à la xénophobie et aux violations de droits humains, dans des pays qui ne sont pas dotés juridiquement de politiques d'immigration établies et où tant les pouvoirs publics que l'opinion demeurent encore réticents à toute approche migratoire ouverte. Les migrants, dont la situation sociale et juridique se dégrade chaque jour un peu plus, s'adressent en priorité aux réseaux locaux d'Église pour demander un appui ou une première assistance.

C'est dans ce contexte que certains partenaires du Programme Migrants du CCFD-Terre Solidaire se sont engagés dans un accueil de proximité de ces centaines de déshérités, et progressivement dans l'accompagnement des plus vulnérables d'entre eux ; d'abord seuls dans leurs localités, puis collectivement dans plusieurs pays de la sous-région.

Une première rencontre de coordination de leurs actions s'est tenue à Tamanrasset (Sud de l'Algérie) en décembre 2006, à l'initiative de l'association algérienne Rencontre et Développement. Elle fut consacrée au partage des informations, à la mutualisation des moyens d'accueil et à l'échange d'expériences entre les réseaux d'Église

algériens et maliens, sur les conditions de vie et de circulation des migrants en situation d'impasse dans la zone Maghreb-Sahel.

Leur objectif était d'abord de mettre en place une coordination opérationnelle, susceptible de prendre en charge les migrants subsahariens qui souhaitent regagner volontairement leurs pays d'origine. Il en résultera un embryon de dispositif d'appui coordonné et une « chaîne de relais d'accueil » d'Alger à Bamako ou Niamey via Gao, pouvant sécuriser le parcours du retour contre policiers et passeurs et favoriser un acheminement à bon port, vers le pays de destination choisi. Une douzaine de représentants de relais locaux et trois membres du CCFD-Terre Solidaire ont participé à cette initiative.

Une deuxième rencontre s'est tenue en octobre 2009 à Gao, au Nord du Mali. Elle a accueilli des acteurs de terrain de six des principaux pays africains et maghrébins où transitent les migrants subsahariens (Algérie, Maroc, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal).

La Rencontre de Gao a eu pour objectifs

- > **de permettre** aux associations de se constituer en réseau,
- > **de mieux organiser** leur communication interne et la prise en charge des publics vulnérables qui font appel à leurs services,
- > **de sécuriser et de sanctuariser** un dispositif d'appui aux retours vers les pays d'origine par la route, à travers les multiples relais, dans une zone particulièrement risquée pour les migrants du fait de la présence des forces policières et militaires, des passeurs et de réseaux de transporteurs mafieux,



Yoff Sénégal, réflexions sur un rapatriement depuis Ténérife. À quand le prochain départ ?

-> **de décentraliser** vers le sud et d'élargir le réseau des relais en y incluant les principaux pays-carrefours que sont la Mauritanie, le Niger et le Maroc, et en prenant en compte des routes de passage nouvelles comme celle du Sénégal.

Il s'est agi cette fois-ci d'aller plus en avant, en décentralisant le dispositif jusque-là centré sur l'Algérie et en mettant les acteurs du Sahel au cœur de la chaîne. Un des défis majeurs est en effet de renforcer les actions des relais subsahariens, en particulier la Caritas de Gao, devenue un des piliers du dispositif grâce à l'ouverture en 2009 de la Maison du Migrant, exemple phare d'un accueil migrants inédit dans cette région, qu'il s'agira de consolider et de démultiplier si possible, dans d'autres localités.

Le réseau européen Migreurop, partenaire du CCFD-Terre Solidaire qui se mobilise contre les dérives des politiques migratoires européennes, notamment dans les zones frontières des pays de l'UE, a participé à cette initiative.

Enfin, le CCFD-Terre Solidaire y a été fortement présent pour marquer pleinement sa solidarité avec ces populations démunies et vulnérables et pour réaffirmer son engagement de justice, en partenariat avec les réseaux locaux de partenaires et de l'Église catholique impliqués sur cette thématique prioritaire des migrations internationales. Le président du CCFD-Terre Solidaire a personnellement participé à la rencontre.

2) Une trentaine d'acteurs de solidarité partagent leurs engagements avec les migrants sur les routes



La Maison du Migrant accueille ses VIP. Qu'est-ce qu'il y a au menu ce soir ?

Extraits des mots de bienvenue

“C’est avec plaisir que nous vous souhaitons à tous la bienvenue ici à Gao, au nom de notre paroisse et au nom du Père Anselm empêché. Le père Anselm aurait été le mieux placé pour vous accueillir et partager avec nous sa foi et son engagement au service des migrants depuis tant d’années. Mais l’homme propose et Dieu dispose. Il est tenu éloigné par un événement brutal et douloureux auquel nous nous associons tous. Mais croyez le bien, il est en esprit avec nous. Il a fait de la question de solidarité avec les migrants la priorité de sa pastorale.”

(Père Pierre, Caritas Gao)

“Beaucoup de migrants meurent chaque jour dans le désert, dans la mer, de faim et de soif. Le convoi de 50 personnes accueillies hier à la Maison du Migrant montre combien tous ont vécu des drames sur leurs parcours. Nous avons vu aussi que le dialogue entre accueillants et accueillis est parfois difficile en raison de toute cette souffrance. Mais il faut savoir que c’est au nom de l’humanité, de notre humanité, que nous tous sommes là réunis. Chacun de nous peut constater qu’il n’est pas seul à agir. Nous tous, là où nous sommes nous poursuivons le même but. Nous devons nous renforcer les uns les autres, par notre amitié, par notre fraternité, notre disponibilité et notre foi en Dieu.”

(Jan Heufft, Rencontre et Développement)

“Bienvenue. Nous sommes bien venus. Nous sommes venus « bien », pour approcher le juste. Nous sommes venus pour nous ajuster aux réalités des uns et des autres. Merci au Père Pierre et à l’équipe de la Caritas Gao qui nous permettent de tenir cette rencontre.

D’espérance en espérance, nous cheminons. J’ai choisi de venir parce qu’il s’agissait d’une invitation fraternelle. Parce que nous sommes des étapes dans l’espérance, pour le respect de la dignité et des droits humains.

Lorsque l’on parle de migration, on peut croire à l’espérance, même si c’est difficile. Nous sommes là tous ensemble pour renforcer ce chemin d’espérance. Même si dans l’analyse, l’espérance est lointaine, nous cheminons.”

(Guy Aurenche, Président CCFD-Terre Solidaire)

Gao, la suite de Tamarrasset 2006

(Assane Ba, CCFD-Terre Solidaire)

“Cette réunion est l’aboutissement de trois ans de travail suivi de nos différents réseaux et associations, principalement de Rencontre et Développement et de Caritas Gao, sur l’accueil et l’assistance des migrants en difficulté, l’aide au retour et la sécurisation des routes du désert, devant la détresse vécue par de nombreux migrants en quasi-impossibilité d’atteindre l’Europe ou de vivre au Maghreb.

Comme d’autres l’ont déjà dit, chacun doit être libre de ses choix de vie et d’espérance. Certains choisissent de prendre la route et de braver des difficultés, et parfois des drames pour cheminer vers une vie meilleure. Nous devons respecter ce choix et aider cette espérance si on le peut. Le défi que nous voulons relever en nous réunissant ici

aujourd’hui, c’est celui de réfléchir à comment mieux nous organiser sur ces routes difficiles pour que nos actions individuelles soient mieux coordonnées et structurées face à l’ampleur des difficultés que rencontrent les migrants.

La première rencontre de Tamarrasset a été faite pour organiser une vraie chaîne d’aide et d’appui aux migrants dans le besoin. Trois ans après, une nouvelle étape est nécessaire pour évaluer le « dispositif » actuel, voir ses lacunes et ses points forts et en améliorer l’efficacité au service des populations en difficulté.

Le CCFD-Terre Solidaire, organisation française de solidarité internationale en partenariat avec vous, n’a pas vocation lui seul, à structurer ce travail. Ce sont les acteurs de terrain, confrontés plus quotidiennement aux difficultés de l’accueil, qui sont les mieux à même de dire ce qu’il faut améliorer. Le CCFD-Terre Solidaire est ici un facilitateur. Il renforce les groupes les plus engagés et leur permet de se connecter les uns aux autres.

Le Père Anselm, dont nous saluons l’engagement inlassable pour la réussite de ce processus, a joué et continue de jouer un rôle fondamental pour aider le renforcement des relais d’accueil et à leur élargissement dans de nouvelles zones significatives.

Nous devons aujourd’hui nous interroger et faire des propositions sur la manière de renforcer cette capacité collective, que nous avons constituée par nos différents réseaux au service d’une meilleure sécurisation des routes migratoires de nos zones. Et au-delà de ça, nous devons créer des outils collectifs d’information et de sensibilisation de l’opinion publique, voire d’interpellation des décideurs politiques.

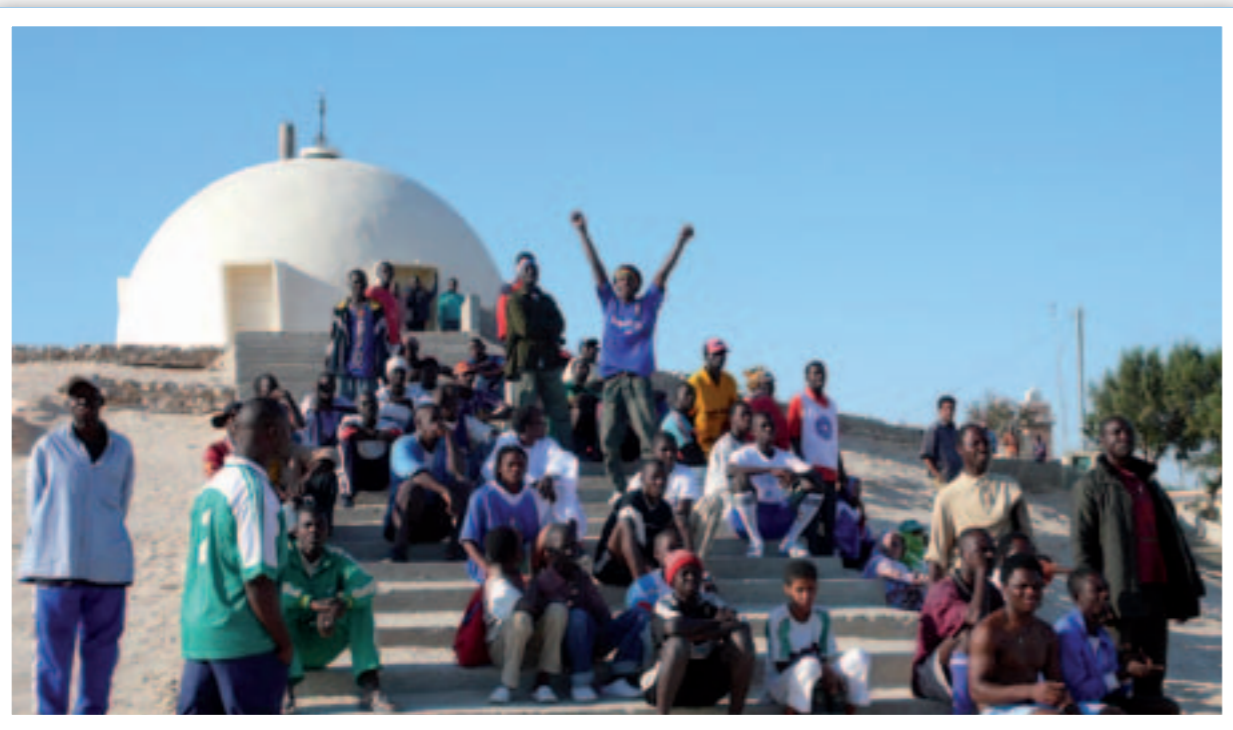
Au sortir de cette rencontre, nous devons avoir renforcé et amélioré notre dispositif d’accueil et de sécurisation pour pouvoir l’élargir et de le rendre plus visible, pour garantir la protection des migrants en difficulté et leurs aspirations à une vie meilleure contre les dérives policières et les risques de xénophobie.

Il nous faut pour cela, commencer par mieux nous connaître et partager nos besoins locaux pour ce travail de proximité. Ce sera le préalable indispensable pour progresser ensemble vers du plaidoyer public pour mieux faire entendre et prendre en compte la cause des migrants en difficulté”.

Campement du Dromadaire, haut lieu de la stratégie de sécurisation



3) Maghreb/Sahel, des contextes variés, des actions coordonnées avec les migrants, pour une vie meilleure



 **Nouadhibou, l'église ronde, carrefour de toutes les nationalités immigrées**

) Mauritanie, porte d'entrée de l'Europe ?

(Père Jérôme Dukiya, Caritas Nouadhibou)

Nouadhibou, point de départ et de transit de nombreux migrants, est à moins de 50 km de la frontière du Sahara Occidental et à 700 km des côtes espagnoles des Canaries. Le phénomène des migrations est un phénomène de longue date mais les départs en pirogue datent de 2006. À ce jour, environ 70 % des pirogues se seraient perdues en mer.

Beaucoup de migrants sont également refoulés par la police marocaine à la frontière saharo-mauritanienne. De plus en plus de femmes nigérianes sont abandonnées ainsi à Nouadhibou.

Enfin, un nombre croissant de migrants reviennent d'eux-mêmes du Maroc où ils ne parviennent pas à s'installer.

La Caritas Nouadhibou s'occupe des migrants installés à Nouadhibou et de ceux en transit. Ces migrants viennent de toute l'Afrique : Congo Brazzaville, RDC, Mali, Côte d'Ivoire, Sénégal, Nigeria, Togo, Bénin, etc. La Caritas les a aidés à s'organiser en associations de ressortissants, elle organise avec elles une grande variété d'activités : cours de langues, salles d'écoute, activités de microcrédits, activités de loisirs, activités spécifiques aux femmes, aux malades, assistance juridique.



) Maroc, l'après fermeture des enclaves européennes

(Hicham Baraka, ABCDS ; Pieter Van Aken, Caritas Maroc)

La frontière algéro-marocaine est une zone où les polices respectives des deux pays se renvoient les migrants comme dans un jeu de ping-pong. Deux types de refoulement sont pratiqués : les gros refoulements visibles et médiatisés, qui ont généralement lieu lors d'événements ou de rencontres internationales au Maroc ; et les petits refoulements moins médiatisés.

À Oujda, les migrants vivent dans des *tranquillos*, sortes de cabanes précaires disséminées dans la forêt, où ils se sont installés, le plus souvent par communautés de même pays. Chaque *tranquillo* est dirigé par un chairman, chef de ghetto qui gère la sécurité « zone » et les « affaires courantes » (les listes de départs, la répartition de l'assistance humanitaire, etc.).

L'association ABCDS fournit un soutien humanitaire d'urgence à ces migrants. Une permanence juridique téléphonique a également été mise en place pour les informer de leurs droits. Enfin, un travail de sensibilisation et de plaidoyer se construit peu à peu pour dénoncer les conséquences des politiques européennes au Maroc. Le « délit de solidarité » (sanction pénale contre les personnes ou associations qui viennent en aide aux migrants en séjour irrégulier), légalement officialisé par la loi 02-03 sur les étrangers, fait peser des menaces sur les militants associatifs et pourrait fragiliser l'action de l'association.

 **Hicham, le chairman blanc des tranquillos d'Oujda**

À Rabat, les migrants vivent principalement dans les zones reléguées du quartier de Takkadoum. De plus en plus de femmes sont présentes dans les groupes de migrants, en majorité d'origine nigériane embarquées dans des réseaux de prostitution.

Les migrants reconnus comme réfugiés ou demandeurs d'asile par le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) constituent le gros des publics accueillis et pris en charge par la Caritas Rabat depuis 2006.

Le CAM, Centre d'accueil des migrants, organise trois types d'appui :

-> **Le volet « écoute sociale »** qui permet d'orienter les réfugiés vers d'autres structures, qui les aident dans leur recherche de logement, paniers alimentaires, création d'activités génératrices de revenus (AGR), etc.

-> **Le volet « santé »** qui organise des permanences les après-midi et l'achat de médicaments lorsque les migrants ne peuvent pas accéder aux centres de santé publique normalement gratuits.

-> **Le volet « éducation »** qui organise une école informelle pour les enfants de migrants et des ateliers de formation professionnelle. Une convention a été conclue avec le HCR pour la scolarisation des enfants réfugiés dans les écoles publiques.

Algérie, l'impasse et le piège pour les migrants

(Jan Heuft, Hamid fadhel, Rencontre et Développement ; Philippe Dupont, Mission catholique d'Adrar)

En Algérie, le public accueilli se compose de trois groupes : les réfugiés, les demandeurs d'asile et les migrants. Seuls 80 migrants ont été reconnus comme réfugiés par le HCR, et ne sont pas pour autant reconnus par le gouvernement algérien.

Les migrants qui se trouvent en Algérie sont le plus souvent sans aucune protection. Alger, Tamanrasset et Maghnia en abritent le plus grand nombre. La plupart ont des passeports maliens compte tenu des facilités de circulation liées à la détention de documents maliens. L'accès aux soins médicaux est en théorie gratuit mais ils ne peuvent bien souvent pas en bénéficier, alors même que beaucoup sont atteints de pathologies graves.

La nouvelle loi votée en juin 2008 qui instaure le « délit de solidarité » contre ceux qui viennent en aide aux migrants et officialise le concept d'« émigration clandestine » contre les Algériens « *harraga* », rend encore plus difficile la situation sociale des migrants subsahariens.

L'année 2008 a vu la mort de nombreuses femmes migrantes d'origine nigériane ou libérienne, atteintes de méningite, de tuberculose ou du sida.

En plus de l'accueil et de l'appui aux migrants, Rencontre et Développement a signé jusqu'en 2009 une convention, avec le HCR pour la prise en charge des réfugiés et des demandeurs d'asile.

 **Quelque part entre Kidal et Tinzaouaten, il est où le panneau ?**

Rencontre et Développement est à l'origine de la chaîne de relais et de sécurisation pour les migrants bloqués dans le Maghreb souhaitant retourner dans leur pays. En 2008, 92 personnes ont été réacheminées jusqu'à leur pays d'origine. Le retour se fait en bus, en plusieurs étapes.

Adrar, à l'ouest du pays, est également une ville de transit dans le sens des départs comme des retours depuis ou vers le Mali. De plus en plus de migrants passent par là pour continuer la route vers le nord. L'action de la Mission catholique, appuyée ponctuellement par Rencontre et Développement, est limitée par le manque de ressources humaines. Le père Philippe Dupont est seul à accueillir et apporter les soins de première nécessité aux migrants.

Le Niger, au carrefour de toutes les routes du migrant

(Hassane Boukar, Aternative Niger ; Père Antoine Chenu, Mission catholique d'Arlit ; Père Augustin, Mission catholique Tchirozérine ; Père Richard Araye, Mission catholique Tahoua ; Père Delphin Nyembo, Mission catholique Zinder ; Père Moses Okwana, Mission catholique Birni N'konni)

Le Niger est un pays de transit, de passage pour les migrants qui cherchent à monter vers le nord. C'est également un pays de refoulement pour les migrants nigériens arrêtés en Libye, en Tunisie et en Algérie. Les camions libyens déversent régulièrement des migrants par la route Bilma-Dirkou. Entre le 13 janvier et le 22 février 2008, 1 500 migrants nigériens ont été expulsés de Libye par camions. Ils ont entre 20 et 45 ans, et il y a seulement 1 % de femmes.

Arlit est la première ville nigérienne après la frontière algérienne. C'est donc une ville de passage, dans le sens des départs comme des retours ou des refoulements.



Sur le chemin de la montée, les migrants ne sont guère visibles. S'ils restent plusieurs jours, le temps de gagner un peu d'argent ou de recevoir de l'aide de leurs familles, ils sont pris en charge par les passeurs qui les accompagnent et les encadrent.

Sur la route du retour, on rencontre ceux qui ont été expulsés manu militari et ceux qui souhaitent retourner volontairement. Ceux-là peuvent bénéficier, grâce à la Mission catholique qui est fortement mobilisée, d'une petite aide d'urgence pour « se remettre debout » et d'un billet pour continuer la route vers Agadez. 96 sont passés dans ce cadre par la Mission en 2009.



Agadez, carrefour nigérien à l'image de Gao au Mali, est la bifurcation pour ceux qui montent vers la Libye, ceux qui montent vers l'Algérie et ceux qui descendent vers Niamey. 150 migrants passent chaque semaine par Agadez pour aller en Libye. Les convois qui montent sont composés de personnes de toutes nationalités.

Les Missions catholiques du Nord (Arlit, Agadez, Tchirozérine) se sont d'ores et déjà réunies pour harmoniser leur travail d'appui aux migrants et organiser une pastorale des migrants suite à la demande de l'évêque de Maradi.

À Tahoua et à Zinder, on peut observer à la fois des gens qui montent et qui descendent. La grande majorité est sans papier et il est souvent difficile de connaître leur parcours. Les Missions présentes dans ces localités ne sont pas pour le moment très impliquées aux côtés des migrants mais se disent prêtes à l'être.

Birni N'Konni, à la frontière Niger-Nigeria, est le point de passage obligatoire pour tous les côtiers qui montent vers le nord. Ils arrivent parfois par bus entier à l'autogare. Ceux qui reviennent sont souvent peu visibles. L'engagement de la Mission est très récent mais il est appelé à se développer.

À Niamey, la Mission catholique n'organise pas d'accueil pour les migrants qu'elle dit ne pas être sa première priorité. Elle reçoit cependant les migrants convoyés d'Algérie par Rencontre et Développement et les aide à gagner leur pays d'origine.

Par contre, l'association Forum Alternative et Espace Citoyen, experte en actions de communication et d'interpellation, travaille depuis quelque temps sur les questions de migrations internationales.

L'association souhaite construire un travail de plaidoyer pour rappeler les engagements des États en matière de

libre circulation des personnes dans la zone CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) et dénoncer les expulsions massives accompagnées de brimades et d'abus qui se font depuis l'Algérie et la Libye.

Il est essentiel que l'opinion publique nigérienne ait une meilleure image des migrants. En ce sens, l'association organise des émissions radios qui permettent aux migrants retournés de Libye de témoigner.

Le Mali, entre ouverture aux migrants et laxisme diplomatique au nord

(Daniel Diakité, Mission catholique Niore du Sahel ; Père Dominique Déry, mission catholique de Bamako, en remplacement du Père Yves ; Pierre Deukeu Yossa et Alassane Maiga, Maison du Migrant Gao)

Maison du Migrant de Gao

L'arrivée des participants à Gao a coïncidé avec la réception par la Maison du Migrant d'un convoi de 50 migrants refoulés d'Algérie et acheminés par la Croix-Rouge malienne. Les premiers récits des drames vécus par les migrants et la confrontation directe des visiteurs avec autant de souffrances et de difficultés ont créé une forte solidarité spontanée avec l'équipe locale et provoqué beaucoup d'inquiétudes et d'interrogations sur les méthodes d'accueil et ses capacités à faire front face à un tel désastre humain.

Il a donc été décidé de prévoir un temps spécifique avec l'équipe de l'accueil pour lui permettre de mieux faire connaître son action. La discussion a fait l'objet du résumé ci-après.

Historique de la Maison du Migrant (Pierre Deukeu Yossa et Alassane Maiga, Maison du Migrant Gao)

La Maison, qui a vu officiellement le jour le 21 mars 2009, a pour objet « l'accueil, l'écoute, l'accompagnement et la sensibilisation de tous les migrants de toutes nationalités sur les risques de la migration irrégulière ».

Elle est officiellement un regroupement d'associations de Gao (Caritas Gao, Direy Ben) et de Bamako (Aracem, AME, Aide Mali) associées à la Mission catholique.



Ouf ! Après 700 km de sable, enfin à l'hôtel... pour 3 nuits !

La Maison a repris le travail qu'effectuait Caritas Gao depuis maintenant 5 ans. Elle est aujourd'hui entièrement financée par Caritas de Gao (soutenue par le CCFD-Terre Solidaire) qui effectue le contrôle budgétaire et financier. Le bâtiment appartient à l'Église qui l'a affecté pour cet usage.

La Maison accueille à la fois les convois Croix-Rouge qui arrivent régulièrement de Tinzaouaten et des migrants arrivés individuellement par leurs propres moyens. Du 2 février 2009 au 30 septembre 2009, 858 personnes (822 hommes et 36 femmes) ont été accueillies. Les migrants viennent de toute l'Afrique : Nigériens, Maliens, Camerounais, Congolais, Sénégalais, Libériens, Gambiens, Ghanéens.

La Maison n'a pas pour objet de décourager les gens de partir, puisque « chacun est libre d'aller où il veut » mais elle informe pour que ces migrants sachent où ils vont et dans quelles conditions. Elle aide également les migrants à rejoindre les capitales, Bamako ou Niamey, pour continuer leur route du retour si ceux-ci le souhaitent.

À noter que les migrants qui sont sur le « chemin de la montée » passent le plus souvent incognito. Les passeurs les attendent à l'entrée de Gao, à l'endroit du contrôle de police et les embarquent directement vers les « garages » d'où s'organise la suite de leur voyage vers le nord (Bordj el Mokhtar – Regan – Adrar).

C'est seulement au retour, une fois qu'ils ont été refoulés et qu'ils n'ont plus rien pour continuer qu'ils viennent demander de l'aide à la Mission catholique ou à la Maison du Migrant. Ceux d'entre eux qui ont encore un peu d'argent, se dirigent en général vers les « ghettos » disséminés par nationalité dans la ville. Ces ghettos quoiqu'informels sont bien connus de la police locale qui fait payer une taxe aux tenanciers.

La situation à la frontière algéro-malienne de Tinzaouaten

L'Algérie « déverse » les migrants subsahariens comme elle déverserait « ses poubelles ». Les autorités algériennes, d'habitude si peu avares de discours sur la fraternité africaine, n'ont même pas le courage d'assumer publiquement les expulsions de Subsahariens qu'elles pratiquent de fait, non comme un effet de conjoncture, mais comme un choix politique durablement assumé. Les refoulés, y compris non Maliens, ne sont directement remis à aucune autorité publique. Ils sont tout simplement, après des semaines de brimades et de traitements dégradants, déposés à la frontière et laissés dans un no man's land, avec un simple « rentrez chez vous ! ».



Tinzaouaten, les femmes aussi exigent de quitter l'enfer comme tout le monde

Sur la zone frontière, il n'y a pas l'ombre d'une autorité accueillante et pas même un drapeau malien qui signale le passage d'un territoire à un autre. En réalité, aucun des deux États ne prend vraiment ses responsabilités. L'Algérie expulse à tour de bras et à l'abri de toute exposition médiatique et diplomatique, dans des conditions humainement inacceptables y compris des étrangers qui ont légalement des titres de séjour. L'État malien, quant à lui, ferme les yeux, renonce à toute affirmation de souveraineté et laisse faire passeurs, réseaux mafieux ou ses propres corps armés qui, à qui mieux mieux, rançonnent et dépouillent ces damnés de la terre sur le sort de qui tout le monde ferme les yeux.

Entre 200 et 300 refoulés africains dont des femmes et des enfants, croupissent là dans un dénuement total, sans eau ni lumière, sans nourriture ni soins, oubliés de tous, dans l'indifférence des autorités publiques et à la merci de tous les trafics. Polices, passeurs, militaires et réseaux mafieux, tout le monde profite du système.

La convention avec la Croix-Rouge

Une convention, en fait un arrangement non écrit, a été conclue entre la Maison du Migrant et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et la Croix-Rouge malienne pour accueillir les convois de migrants refoulés du Maghreb à Tinzaouaten.

Si l'action de la Croix-Rouge permet de diminuer le nombre de personnes bloquées sans ressources, sujets aux brimades de la police et des militaires dans ce no man's land, il semble aussi qu'elle provoque des effets pervers :

-> 1 Des discriminations ont été souvent constatées dans le choix des publics prioritaires pour l'acheminement. Ce ne sont, en effet, pas toujours les plus vulnérables qui parviennent à monter dans le camion Croix-Rouge, mais plutôt une clientèle triée sur



Poste frontière de Tinzaouaten, point de départ des convois de la Croix-Rouge

le volet par des chefs de ghettos de Tinzaouaten ou leurs collaborateurs en contrepartie d'une « taxe » indue, perçue sur le candidat au départ déjà plus que démuné.

Il est du reste fréquent que ces « chairmen » entretiennent de bonnes relations avec les militaires, les gendarmes et les volontaires de la Croix-Rouge locale qui établissent les listes depuis Tinzaouaten.

Les Maliens parviennent parfois plus facilement à trouver une place, « du fait de leur nationalité ». Les femmes, même enceintes, et par conséquent prioritaires pour l'évacuation, sont très souvent exclues des convois.

-> 2 Des contrôles de police abusifs, notamment à Kidal, sont effectués sur les migrants qui voyagent dans le convoi. Ils sont fouillés hors la présence de la Croix-Rouge et bien souvent dépouillés de leurs biens personnels.

-> 3 Des rythmes des convois disproportionnés et non adaptés aux capacités d'accueil de la Maison du Migrant : les convois devaient être, à l'origine, limités à 80 personnes maximum par 15 jours, mais la Croix-Rouge a décidé unilatéralement et sans complément d'aide

financière ou logistique, de les porter à 50 personnes par semaine. Ce qui dépasse plus que largement les capacités de l'équipe de la Maison qui, de fait, n'a plus les moyens d'effectuer le travail d'écoute, d'information, de sensibilisation qui constitue sa vraie mission. Il faut savoir en outre qu'une fois les migrants remis à la Maison du Migrant à Gao, la Croix-Rouge considère sa mission achevée. Et l'aide financière forfaitaire qu'elle apporte (équivalent d'une journée d'accueil) demeure trop faible pour subvenir aux besoins réellement pris en charge par la Maison du Migrant.

Un réaménagement de la convention avec la Croix-Rouge devra être envisagé pour éviter la dénaturation des missions de la Maison du Migrant et pour la protéger des risques financiers et logistiques exorbitants qu'elle aurait du mal à supporter.

Nioro du Sahel

Nioro est située à 30 km de la frontière mauritanienne, 430 km de Bamako. Depuis quelques années, il est devenu un lieu privilégié des refoulements opérés par l'autorité mauritanienne. En 2008, 1 800 personnes ont été « jetées » à la frontière par la police mauritanienne. Entre janvier et octobre 2009, 550 migrants ont été refoulés. La majorité sont des Maliens ou des Africains d'autres nationalités avec des papiers d'identité maliens. Beaucoup ont été arrêtés à Nouadhibou. Certains Maliens, installés de longue date en Mauritanie et qui y travaillent, sont parfois eux aussi expulsés.

Au début, l'administration malienne a tenté de prendre la question de l'accueil en charge mais ça n'a pas duré. L'association « Human Help » organise un convoi par mois (80 personnes) de Nioro vers Bamako.

La Caritas locale ne peut pas faire face seule à ce problème mais s'y est quand même mobilisée.



En réalité, le suivi et l'accompagnement des migrants vers d'autres pays de destination restent encore préoccupants à Bamako. Il n'est pas rare que des refoulés soient interpellés sur la voie publique sans domicile ni ressources et sans structure d'accueil de référence.

Le Sénégal : face à des rapatriements complaisants, des jeunes sur le pont pour leur réinsertion

(Cheikh Diop et Ibrahima FAL, SIDEB ; Abbé Jean-Marie Ndour, Caritas Dakar)

Une petite touche d'espérance après ces parcours dramatiques !

Le Sénégal est le terminus pour les Sénégalais reconduits par la chaîne des relais. C'est par cette chaîne, depuis Kidal au nord du Mali, que Dame Sène, originaire de Diourbel, est rentré au Sénégal en 2008 après 7 ans de voyage et 5 refoulements d'Algérie. Dame est aujourd'hui installé avec sa famille et mène des activités de tissage dans sa ville d'origine.

Le Sénégal, c'est aussi le terminus pour les milliers de migrants rapatriés depuis les Îles Canaries suite aux accords hispano-sénégalais. 500 à Kayar, 400 à Mbour par exemple. Chacun avec un sandwich et 10 000 F CFA. Les migrants rapatriés se sont progressivement regroupés. Des GIE (Groupements d'intérêt économique) se sont créés sur divers corps de métiers, notamment de la pêche artisanale. L'association Solidarités et initiatives de développement économique de base (SIDEB) encadre ces processus collectifs et organise aussi des actions de sensibilisation et d'information pour mieux expliquer aux jeunes ce que signifient ces départs.

Bamako

À Bamako, la Mission catholique (les pères Blancs) accueille les migrants soutenus depuis le Maghreb par les relais de Rencontre et Développement. L'association ARACEM (Association des refoulés d'Afrique centrale) accueille certains migrants refoulés, arrivés seuls ou convoyés par la Maison du Migrant de Gao. Elle aide aussi et accompagne (hébergement et recherche d'emploi) certains refoulés bloqués à Bamako.

Mais les capacités d'accueil d'ARACEM sont cependant très réduites et cette association, malgré sa bonne volonté manifeste, n'a pas la logistique nécessaire pour faire face aux importants flux de refoulés venant de Gao.



Qui ne rêve pas de partir au loin pour son bonheur ?

La Caritas Dakar, qui abrite le PARI, Point d'accueil des réfugiés et immigrés, souhaite également amorcer un travail de mobilisation des médias et de l'opinion publique, afin que ces situations dramatiques aux frontières et dans la mer soient mieux connues et ne soient pas si vite oubliées, afin que les décideurs politiques posent le problème clairement. Des émissions radios sont ainsi organisées (l'une l'a notamment été depuis Gao, avec le témoignage d'un migrant sénégalais refoulé à Tinzaouaten), et deux forums ont déjà eu lieu en 2006 et 2007 sur les questions de migrations et d'emplois des jeunes.



Arrivée de pêcheurs à Mbour, d'autres ont peut-être fait cap vers les Canaries

) Europe-forteresse ou le déni des réalités du monde

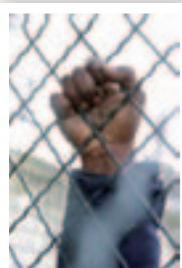
(Sara Prestianni, Migreurop)

Le réseau Migreurop compte 40 associations membres, dans 13 pays. Le réseau s'est constitué en 2002 comme un réseau informel sur la question des camps d'enfermement, pour dénoncer la rétention pour le seul motif de ne pas avoir de papiers, pour dénoncer les conditions de rétention et l'externalisation de la politique de fermeture des frontières de l'espace Schengen.

Le réseau analyse la sous-traitance de la gestion des frontières européennes jusqu'aux pays d'origine, pays qui n'ont parfois même pas signé la convention de Genève sur l'asile.

Depuis 2008, Migreurop a constitué un observatoire des frontières (cf. Frontières assassines de l'Europe) pour analyser les procédures de refoulement, d'expulsion et de « déshumanisation des migrants sur les routes migratoires ».

Migreurop organise également des campagnes d'interpellation auprès du Parlement européen. C'est à partir de ces actions développées autour des zones frontières de l'Europe, qu'il porte aujourd'hui un discours de dénonciation et d'interpellation politique auprès des institutions européennes et des autorités des pays concernés.



**L'Europe grillagée contre l'assaut des gueux !
Pourra-t-elle les arrêter ?**

) Programme Migrants du CCFD-Terre Solidaire

(Nina Marx, CCFD-Terre Solidaire)

Le Programme Migrants du CCFD-Terre Solidaire soutient en France trois types de partenaires :

-> associations de défense des droits des migrants et de lutte contre les discriminations qui se mobilisent pour que les migrants disposent d'une situation administrative et juridique stable, bénéficient de droits civils et sociaux reconnus et accèdent à un véritable statut citoyen dans la société,

-> associations engagées dans le renforcement du vivre ensemble et le dialogue interculturel et interreligieux dans la société française,

-> le CCFD-Terre Solidaire encourage aussi les associations d'immigrés qui participent aux actions de développement dans leurs pays et régions d'origine.

En plus des actions France, Le Programme Migrants soutient depuis quelques années des partenariats internationaux.

Dans la zone Maghreb/Sahel, où sa présence est déjà ancienne, le CCFD-Terre Solidaire développe des partenariats autour des axes suivants :

-> **Appui de proximité**, qui vise à remettre « debout » et réhabiliter des migrants qui ont subi dans leur parcours, des échecs, des brimades et des violations de droits.

-> **Aide à la réinsertion** économique et sociale de migrants rapatriés et de candidats au départ.

-> **Plaidoyer politique**, interpellation publique des décideurs et travail d'information et de communication pour mieux faire connaître les situations et les aléas des parcours des migrants.

De nouvelles zones d'intervention sont en cours d'ouverture en Asie (Thaïlande, Philippines) en Amérique latine (Mésio-Amérique, Brésil), en Afrique (Afrique du Sud) et au Moyen-Orient (Égypte, Liban). À noter que le CCFD-Terre Solidaire ne vient pas directement en aide aux migrants pris individuellement mais appuie des associations partenaires qui les assistent, défendent leurs droits et essaient d'améliorer leurs conditions de vie.

Le CCFD-Terre Solidaire n'a pas d'antenne ni de représentation dans les pays dans lesquels il travaille. Il s'appuie sur ses partenaires locaux et essaie de converger avec eux, sur une base d'égalité, autour de leurs propres priorités d'action, pour le bien des populations en difficultés, en vue de faire reculer les injustices sociales et d'améliorer les conditions de vie des plus pauvres, par l'accès aux droits et par un meilleur partage de richesses de notre monde.



Une Terre Solidaire, ce n'est pas interdit

4) Pour la protection des migrants et la sécurité sur les routes du retour, des réseaux de solidarité se mobilisent

Depuis Tamanrasset 2006...

Les migrants qui voyagent sur les routes vers le Maghreb viennent de toute l'Afrique. Nombreux sont les Camerounais, les Congolais mais aussi les ressortissants des pays de l'Afrique côtière (Ivoiriens, Nigériens) et du Sahel (Maliens, Sénégalais, Nigériens, Burkinabés). Pour la majorité, ce sont des hommes, excepté pour les Nigériens où l'on compte de très nombreuses jeunes femmes.

Beaucoup d'enfants naissent pendant le parcours.

Lorsque, découragés de leur expérience de migration ou expulsés pour une énième fois, ils choisissent de retourner au pays, ils ont la possibilité de s'adresser à la chaîne de relais de sécurisation que constituent les réseaux d'Église et les associations.

À ce jour, la plupart des migrants souhaitant bénéficier d'un appui pour un retour volontaire partent d'Alger, certains de Ghardaïa. Ils sont convoyés jusqu'à Tamanrasset, avant d'être orientés soit vers le Mali, soit vers le Niger. Au Mali, c'est la Caritas Gao et la Maison du Migrant qui les prennent en charge avant de les

acheminer vers Bamako. Au Niger, ils sont accueillis par la Mission catholique d'Arlit pour un acheminement jusqu'à Niamey. Une fois dans les capitales, des billets de bus peuvent leur être payés pour rentrer dans leur pays. Cependant, dans les deux capitales et plus particulièrement à Bamako, l'organisation de l'accueil des refoulés reste encore insuffisamment structurée. Hormis la mobilisation courageuse de l'ARACEM et de la communauté des Pères Blancs, il y a peu d'engagement d'autres associations et de réseaux locaux de solidarité. Ce qui occasionne, en bout de chaîne, des difficultés pour de nombreux refoulés poursuivant le trajet vers leurs pays d'origine.

La rencontre de Gao a permis d'aborder collectivement un certain nombre de difficultés et de dysfonctionnements, comme celle évoquée ci-dessus. En outre, dans certaines paroisses, les moyens logistiques, humains et financiers manquent cruellement pour pouvoir prendre à bras-le-corps cette question. D'autres quant à elles, demeurent réservées sur la question de l'accueil des migrants et n'ont manifestement pas encore la volonté de s'impliquer. Enfin, la communication est parfois difficile entre les différents relais.



Dispositif de sécurisation mis en place depuis Tamanrasset 2006

...Après Gao 2009

La réunion d'octobre 2009 a permis de consolider et de renforcer le dispositif des relais actuels. D'autre part, davantage de relais sont désormais insérés dans la chaîne de sécurisation. Plusieurs pays sont fortement engagés : l'Algérie, le Niger, le Mali, et le Sénégal.

Élargissement et renforcement logistique

En Algérie, les Missions catholiques d'Adrar, de Ghardaïa et de Tamanrasset continueront d'accueillir les migrants pris en charge par Rencontre et Développement depuis Alger et d'autres venus par leurs propres moyens.



 Dispositif de sécurisation mis en place depuis Gao 2009

Au Niger, les Missions catholiques de Tahoua, Tchirozérine, Zinder et Birni n'Konni ont affirmé leur volonté de s'associer à la chaîne de relais et à la Mission d'Arlit, déjà fortement impliquée.

Au Mali, les Missions de Bamako et Nioro du Sahel souhaitent apporter leur appui au travail déjà effectué par la Caritas Gao.

Au Sénégal, la Caritas Dakar et l'association SIDEB s'engagent à accueillir les migrants sénégalais revenant de leur parcours du désert.

Grâce à des contacts établis par le réseau des Pères Blancs, des possibilités d'acheminement existent désormais pour les migrants jusqu'à l'Afrique côtière (Bénin, Togo, Nigeria, Côte d'Ivoire) et jusqu'au Cameroun.

Pour faciliter l'acheminement vers le pays de destination finale, les Missions catholiques situées au Niger et au Mali, pourront également prendre la décision d'aider des retours. À condition que ceux-ci demeurent volontaires et que le refoulé expose clairement son projet. Elles pourront, en accord avec Rencontre et Développement, dupliquer le même formulaire d'accompagnement dont un exemplaire sera alors laissé au porteur pour garantir sa libre circulation auprès des autorités et de la police.

Lorsqu'un relais n'a pas des moyens financiers suffisants pour s'engager, les frais occasionnés par l'acheminement de refoulés, pourront être provisionnés d'avance par le réseau via Rencontre et Développement et le CCFD-Terre Solidaire. À charge pour chaque relais de le justifier en communiquant en temps réel une liste des personnes aidées.

 Dispositif de sécurisation mis en place depuis Gao 2009

Meilleure circulation de l'information

Il a été, en outre, fortement souhaité que les réseaux impliqués dans un travail d'accueil de proximité des migrants puissent partager davantage les informations recueillies sur le terrain, (contextes locaux, refoulements massifs, mouvements de populations...) avec les structures du réseau situées à d'autres échelles d'intervention telles que l'information, les actions de plaidoyer, d'interpellation et de mobilisation de l'opinion publique.

Ces échanges à l'interne, peuvent s'accompagner d'échanges multilatéraux, plus larges, notamment lors de rencontres thématiques d'acteurs de société civile au plan national, régional et international comme les forums sociaux dont le prochain se tiendra à Dakar début 2011.



Informer et sensibiliser les candidats au départ

Les informations fournies par les uns et les autres concluent assez largement sur le fait que les candidats au départ ne s'adressent presque jamais aux relais d'accueil durant la « montée ». Plusieurs intervenants ont cependant souhaité un débat collectif sur l'attitude à tenir vis-à-vis de ces derniers. Divers avis ont été exprimés et en l'absence de position commune dégagée, voici quelques extraits choisis de la discussion :

“Les associations qui viennent en aide aux migrants sont comme des « stations services » sur le bord de la route. Elles sont là pour aider ceux qui sont dans le besoin et pour informer sur les risques et les dangers mais elles ne doivent pas empêcher les gens de partir. Le retour vers le pays doit toujours être volontaire et les quelques succès que nous obtenons, loin d'être des victoires décisives pour les politiques de retour de l'UE, doivent être simplement perçus comme un bon service offert à une personne en situation d'échec, qui choisit de retourner vivre parmi les siens”.

(Jan Heuft, Rencontre et Développement)

“Les gens quittent leurs pays parce qu'ils n'ont pas le choix. Ils ne peuvent pas faire autrement. Et ils continueront de les quitter tant que la situation ne sera pas améliorée. Il est important de les informer sur les risques de trafic (notamment pour les jeunes filles souvent sujettes aux réseaux de prostitution) mais l'essentiel, c'est aussi de mettre nos forces ensemble, de crier ensemble, pour lutter contre les turpitudes de nos États comme la mal gouvernance, la corruption, l'abandon des jeunes”.

(Jérôme Dukiya, Caritas Nouadhibou)

“Il est important d'informer mais on ne peut pas empêcher les gens de partir ! À cet égard, les campagnes de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ont beaucoup d'effets pervers car leur objectif est bien d'empêcher les gens de quitter leur pays. Or, il faut donner la totalité de l'information. Les migrants n'ont pas besoin de l'OIM pour savoir que la route du désert est difficile ! La question se pose de la même façon pour les pêcheurs sénégalais qui partent 5 jours en mer pour atteindre les Îles Canaries. Il faut pouvoir dire quelles sont les perspectives d'insertion si on reste au pays”.

(Hassane Boukar, Alternative Niger)



Entre flics, passeurs, prison, la route est vraiment de tout repos !

“Il n'est pas concevable dans nos sociétés africaines d'aujourd'hui que des jeunes de 20 à 30 ans, en âge de fonder un foyer et de subvenir aux besoins de leurs parents et de leurs familles, soient ainsi laissés à l'abandon et sans perspectives pour se construire le moindre avenir. Les pouvoirs publics locaux demeurent impuissants pour ne pas dire incapables d'améliorer leur situation. Il est normal dans ce contexte, que chacun tente de chercher sa voie. S'en tenir à la seule question de « pourquoi ils partent » est insuffisant. On connaît bien aujourd'hui les causes des flux migratoires du Sud et pourquoi, plus que jamais, ils alimentent la nouvelle géographie du monde. C'est de plus, un phénomène profitable pour tous et surtout pour les pays du Nord, au plan économique comme démographique. Et ce phénomène va aller crescendo. C'est dans ce contexte d'un accroissement mondial des migrations que nous devons inscrire nos perspectives d'actions de terrain. Nous ne devons pas chercher, en tant qu'acteurs de sociétés civiles, à empêcher les jeunes d'aller chercher ailleurs un mieux-être qu'ils ne trouvent pas aujourd'hui chez eux. Ils doivent pouvoir choisir. La liberté des personnes de circuler au Nord comme au Sud, dans un monde mondialisé, est le complément normal de la libre circulation des biens et des capitaux à laquelle plus personne ne s'oppose.”

(Assane Ba, CCFD-Terre Solidaire)

Une dizaine de participants de la rencontre a fait les 700 km de Gao vers la frontière algérienne, pour découvrir et pouvoir témoigner de l'enfer que vivent les migrants refoulés dans le no man's land de Tinzaouaten.

Le séjour fut plus qu'instructif. Le constat est en effet au-delà de toute prévision. Plus de 200 damnés de la terre, affamés, malades, blessés, jetés avec femmes et enfants dans un oued asséché par la police algérienne, ignorés

par l'État malien et laissés à la merci des trafiquants et des réseaux de transporteurs mafieux.

Seul le défi courageux de Caritas Gao, aidée par la Croix-Rouge Internationale, permet aujourd'hui de proposer un minimum d'actions humanitaires aux refoulés de Tinza.

Améliorations proposées

Les conditions du voyage des migrants de Tinza à Kidal et Gao laissent encore beaucoup à désirer. Une rencontre, organisée au retour de Tinza entre les représentants de la CRI et de participants à la rencontre, a permis d'évoquer les conditions d'un rééquilibrage urgent de la convention actuelle (réduction du nombre hebdomadaire de convoys et accroissement de l'aide financière). Il y va de la capacité future de la Maison du Migrant de continuer à offrir un accueil décent aux refoulés.

Nous avons également demandé que soit mis fin au clientélisme instauré par les équipes locales CR dans le choix des publics vulnérables à acheminer en priorité, ainsi qu'aux fouilles intempestives et aux dépouillements effectués sur le trajet par la police malienne auprès d'un public précaire pris sous la responsabilité d'une organisation internationale chargée de les mettre à l'abri.

Mais par-delà ces mesures urgentes à prendre, il s'agira aussi de donner à la Maison du Migrant les moyens financiers et logistiques de sa survie, en l'aidant à trouver un partenariat financier durable.

Bien évidemment, nous devons aussi l'aider à consolider les bonnes relations tissées entre les associations, la population et les autorités publiques de Gao, dont certaines tolèrent mais n'acceptent pas toujours, la présence jugée subitement trop importante des migrants refoulés dans le centre-ville.

C'est de la capacité de tous les protagonistes à vivre ensemble sereinement à Gao et à maintenir durablement la cohésion sociale dans la ville et la région, que peuvent naître une vraie sécurité des migrants et le recul de tout risque de xénophobie.

Extraits d'avis de participants

“Il nous faut organiser la visibilité de la Maison du Migrant. Et pour ce faire, il est essentiel qu'elle se dote d'un statut légal. Il lui faut une protection juridique, si elle doit être l'interlocutrice des autorités, des passeurs et de la police.

Si les gens qui montent pouvaient croiser ceux qui sont refoulés, ne serait-ce pas un moyen de faire de la sensibilisation ?”

(Père Richard, Mission de Tahoua)

“C'est l'union de toute la population qui fait notre force ici à Gao, chacun doit en être un maillon”

(Alassane Maiga, Direy Ben, Maison du Migrant)

Defendre les droits de migrants malgré l'absence de cadre juridiques précis

Outils juridiques à construire en appui au travail quotidien fait auprès des migrants

Les lois votées récemment dans les pays du Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie, Mauritanie) ne constituent pas en tant que telles des avancées dans la protection des droits individuels des migrants. Elles sont surtout le fruit des pressions de l'Union européenne (EU) pour obtenir de ces États du Maghreb un nouveau dispositif juridique formel. La majorité de ces États n'ayant en

effet aucune (ou très peu de) tradition juridique en matière de politiques migratoires et de défense des droits de l'homme, ces législations, pour la plupart des pâles copies des législations européennes, ont été faites pour « habiller » et donner un fondement légal aux pratiques abusives déjà en cours contre les migrants dans ces pays.

Mais, pour autant, elles doivent être considérées comme des outils juridiques existants. Un travail d'analyse de ces textes doit être effectué pour voir quelles marges de manœuvre elles laissent à la défense et à la protection des migrants, notamment en matière d'expulsions. Il serait également indispensable d'intéresser et de former des réseaux de juristes qui se penchent sur cette législation et sur son application dans ces pays.

En Algérie, l'adoption de la loi sur l'immigration est récente et les pratiques administratives officielles non encore suffisamment établies pour aller très loin dans ce type de travail. Mais au Maroc, où la législation est plus ancienne, un réseau de juristes commence à se constituer sous ce mode.

Sans se faire trop d'illusions sur l'outil juridique comme unique garant du respect des droits et des libertés, il est cependant nécessaire et indispensable de s'en servir pour faire reculer certains abus.

Et pour l'avenir ?

Des pistes de travail ont été proposées que chacun, selon ses moyens et le contexte de son pays, pourra porter seul ou dans un cadre collectif plus large.

→ Un besoin d'assistance juridique aux migrants est évoqué par différents partenaires (Rencontre et Développement par exemple). Le Programme Migrants du CCFD-Terre Solidaire est prêt à examiner

le financement d'un tel volet d'action qui s'inscrit parfaitement dans ses axes de travail. Si le contexte du pays rend ces initiatives possibles et pertinentes, les partenaires qui le souhaitent pourront les intégrer dans leur plan de travail actuel et dans le projet présenté au CCFD-Terre Solidaire.

→ La question de l'analyse juridique des lois existantes dans les pays du Maghreb et de leur diffusion auprès des associations et des praticiens du droit est essentielle. Il importe dans les pays dotés de vrais dispositifs juridiques, de favoriser l'analyse des textes, de surveiller leur application et de suivre l'évolution des pratiques administratives et de la jurisprudence.

Ce processus permettra à terme de constituer de vrais réseaux de praticiens et de juristes en appui à la défense des droits des migrants.

→ Dans les pays de la CEDEAO, l'application des règles de libre circulation et d'installation des ressortissants de ces pays, doit aussi être interrogée et vérifiée afin de clarifier davantage ce qu'est le droit, ce que sont les pratiques et comment se défendre en cas de non respect de la législation. Il faut notamment pousser les associations spécialisées dans la défense des droits humains à se mobiliser sur la question des migrations et à consacrer dans les rapports publiés chaque année, un chapitre d'analyse de la situation des migrants au regard des violations de droits, des abus et de l'arbitraire.

→ Au plan international, la Convention des Nations unies pour la Protection des droits des travailleurs migrants et leur famille doit devenir un outil d'interpellation et de plaidoyer politiques. L'organisation d'un plaidoyer politique fort sur la convention est indispensable. Il faut en effet rejoindre la bataille mondiale des sociétés civiles pour amener les États du Nord à signer et à ratifier cette convention et pour

ceux, notamment des pays du Sud qui l'ont signée, à en respecter la bonne application.

En particulier, dans les pays déjà signataires, le processus de rédaction et de publication des rapports alternatifs auprès des Nations unies, (rapports établis par la société civile face aux rapports officiels) doit être mieux suivi et systématiquement mis à profit pour révéler à l'opinion le scandale des traitements subis par les migrants et pour affirmer qu'une autre politique est possible.



Le CCFD-Terre Solidaire s'engagera avec les acteurs de société civile qui le souhaitent, à travailler sur ce dossier plus en profondeur. L'outil juridique doit être considéré ici comme le levier d'une bataille sociale et politique de plus long terme. Il est important en effet de mener un travail de plaidoyer pour former et éclairer le jugement de l'opinion publique, très souvent instrumentalisée, et pour infléchir les choix des décideurs politiques dans ce qu'ils ont de plus contestable.

Communiquez et informez l'opinion publique sur les réalités de la migration

Nous avons décidé de parler du scandale humanitaire et politique de Tinzaouaten et d'informer l'opinion publique internationale sur les agissements des autorités algériennes, attentatoires aux droits humains et sur le silence complice du Mali, sur un bout de son territoire.

Mais nous voulons aussi parler des choses positives découvertes et observées à Gao. En particulier, de l'initiative d'espoir et de solidarité — l'ouverture de la Maison du Migrant portée par des personnes mues par un engagement sincère, qui bravent toutes les difficultés



Tinzaouaten, si tu es Camerounais, bienvenue !

pour remettre debout des hommes et des femmes écrasées par la vie et les politiques de fermeture.

L'unanimité s'est faite sur la nécessité pour chacun de nous de communiquer sur les réalités fortes et les informations dont nous sommes témoins. Certes, il sera difficile à certaines structures, compte tenu de leur contexte et de leur identité, d'être en pointe sur cette communication, mais une information collective peut être relayée par tous, là où c'est possible. Une communication interne aux réseaux, mais aussi vers l'opinion publique.

L'information doit d'abord circuler entre nous et régulièrement. Chacun pourra

ainsi alimenter son site internet et ses propres outils de communication avec une information collectivement constituée, sûre et actualisée.

Nous pouvons d'ores et déjà nous atteler à la création d'outils documentaires collectifs et commencer à bâtir une stratégie pour atteindre et intéresser des médias de plus grande influence.

Pistes de travail proposées

→ Élaboration d'un outil documentaire audiovisuel sur la situation dans les différentes zones, notamment dans les zones-frontières : Gao, Tinzaouaten, Oujda, Nouadhibou, Alger, Nord du Niger et Sénégal. Ce documentaire aura pour objectif d'informer sur les brutalités vécues par les migrants et de faire connaître nos résistances à ces violations de droits humains. Il est essentiel de capitaliser toute l'information que nous avons pu constituer pendant ce séjour à Gao et de la faire connaître par le plus grand nombre. Le CCFD-Terre Solidaire s'engage à soutenir la réalisation du documentaire.

Tinzaouaten, 5 heures du matin, la queue pour le convoi Croix-Rouge



→ Recensement dans différents pays, d'équipes de journalistes et de spécialistes médias, motivés sur les questions de migrations, pour en cas de besoin, relayer nos informations et alerter en temps réel, couvrir les initiatives publiques que nous serons amenés à réaliser et fidéliser une opinion favorable à ce que nous défendons.

Extraits d'avis énoncés par les participants

"Il faut que les gens sachent ce qui se passe dans ces endroits cachés. Nous devons relayer et si besoin, être nous-mêmes la voix des migrants. Ces migrants sont des êtres humains".

(Jérôme Dukiya, Nouadhibou)



Une démarche politique ne peut s'appuyer que sur des informations précises. La source peut rester anonyme mais nous sommes dépositaires d'une information que nous nous devons de faire connaître. Parce que le récit va être raconté à un moment T, il va pouvoir être connu. Il nous faut construire une information collective. C'est le premier maillon vers une démarche politique. L'information est essentielle.

(Abbé Jean Marie Ndour, Caritas Dakar)

"Beaucoup d'information a circulé. La sensibilisation a déjà commencé entre nous. Si chacun décide de s'impliquer, nous pouvons véritablement faire quelque chose ensemble".

(Père Delphin, Mission catholique Zinder)

Individuellement chacun de nous ne pourra rien faire seul. C'est pour ça que nous sommes là pour agir collectivement. Nous sommes témoins de situations humaines inacceptables que nous nous devons de dénoncer et de partager largement avec l'opinion publique.

(Guy Aurenche, CCFD-Terre Solidaire)

Kidal, l'incontournable maison de Modibo Diakité, auberge de réfugiés

Insérer nos actions dans l'agenda mondial des sociétés civiles

Participer au Forum social mondial de Dakar 2011

Ce forum va réunir des centaines d'acteurs de sociétés civiles de tous les continents sur diverses thématiques de solidarité internationale, pour échanger sur leurs expériences et leurs luttes et pour construire des alliances permettant de mieux avancer dans leurs actions quotidiennes.

Il peut être pour nous une occasion à saisir, en tant qu'acteurs de terrain, pour dire ce que nous faisons avec les migrants, pour témoigner des réalités parfois inadmissibles qu'ils vivent et pour nous renforcer avec d'autres qui, sur des terrains similaires ou proches, cherchent à construire comme nous un autre monde possible, un monde fait de justice, d'égalité et de mieux-être pour tous.

Pour cela, nous devons bâtir ensemble une dynamique de préparation au FSM tout au long de l'année 2010. Ce sera le « plus » collectif de ce que nous faisons déjà individuellement chacun de son côté. Il nous faut certes rester toujours proche du terrain, mais aussi quand il le faut, investir à bon escient des événements et tribunes plus larges pour gagner la bataille de l'opinion.

Trop de gens prennent la parole dans des rencontres internationales sans réellement être au fait du terrain. Des réalités de fond sont ainsi relayées par médias ou leaders d'opinion trop superficiellement pour pouvoir faire impact, faute d'informations ciblées et approfondies. Or il n'y a pas plus légitimes pour témoigner des réalités vécues par les migrants que ceux



Dans les rues de Madrid, pour la clôture du Forum social mondial des migrations 2008

qui construisent tous les jours, avec eux, des actions pour sortir de l'impasse.

Durant le forum des activités pourront être portées par tous, en association avec d'autres avec qui nous convergeons, chacun dans son domaine d'action le plus éprouvé, et tous globalement pour renforcer la protection des migrants et la sécurisation des routes de la migration. Caritas Dakar se propose d'être chef de file de cette dynamique de préparation et de coordonner nos initiatives communes sur place.

Participants



Guy Aurenche

Éditorial - *Faim Développement Magazine* - FDM n° 241, revue du CCFD-Terre Solidaire France

Gao peut-il être un lieu pour revivre ?

Gao, le 29 octobre 2009

La porte du désert, à 450 kilomètres de Tombouctou (Mali). Capitale prestigieuse du grand empire des Songhays : Gao est un lieu pour rêver. La présence du majestueux fleuve Niger affirme qu'il n'y a pas que du sable. Gao, peut-il être un lieu pour revivre ?

Chaque semaine, sur une bande frontalière, des véhicules en provenance d'Algérie et de Libye déversent ici leur cargaison humaine, comme on déverse sa poubelle dans le jardin du voisin. Des milliers de migrants, arrêtés dans leur marche vers le Nord, sont rackettés, battus, violés, déshumanisés. Un bon nombre en meurt. La France, l'Espagne, l'Italie, l'Europe ont fermé leurs frontières et confié le « sale boulot » du refoulement à quelques États méditerranéens.

Ce soir, cinquante hommes et deux femmes ont été amenés à la Maison des Migrants*. Sur leurs visages se lit l'épuisement provoqué par plusieurs mois d'errance. Un épuisement physique mais aussi moral, l'humiliation de se voir traiter moins bien que les troupeaux !

Dans une extrême pauvreté, quelques hommes s'affairent, proposent à boire et à manger, relèvent les

noms, invitent au repos. L'humanité vit-elle encore ? Demain, il faudra aider ces naufragés à poursuivre leur « retour au pays ». Encore quelques milliers de kilomètres. Mais comment, sans argent, ni aide ?

Au loin le fleuve splendide a pris une teinte orangée, celle du feu qui précède la nuit. En moi le feu brûle aussi. Celui de la colère honteuse d'appartenir à une Europe qui provoque, en catimini, de tels drames.

Ne fuyons pas en disant que les migrants ont des torts ! Avait-il des torts, ce blessé, dont nous parle un récit vieux de 2000 ans, sur la route qui menait de Jérusalem à Jéricho ?

J'ai rencontré, dans le dénuement total de Gao, des hommes et des femmes qui ont décidé d'aider leurs frères à se « relever ». Vingt-quatre personnes, originaires des pays traversés par ces migrants, qui se sont réunies pour travailler à « sécuriser » la route du retour. Cela ne calme pas la colère, ni ne supprime les causes qui poussent tant de jeunes à payer le prix fort et à partir, pour vivre, tout simplement. Mais cela permet de retrouver le mot : espérance. Oui, ces accueillants, et nous qui les appuyons, traçons des chemins d'espérance, là où tout espoir est banni.

Ayant fait cette expérience, nous chercherons comment donner à ces gouttes d'eau de vraies dimensions politiques. Au retour de Gao, nous irons rencontrer nos ministres, les responsables à Bruxelles ou au Parlement européen. Sans oublier notre opinion publique qui a peur.

«Ce qui embellit le désert, écrit Antoine de Saint-Exupéry, c'est qu'il cache toujours un puits». Aujourd'hui, nous pouvons être ce puits.

Hassane Boukar

Magazine Alternative «Ouvrir les portes de l'avenir»

À Tinza, l'espoir déçu des jeunes Africains

Décembre 2009, Niger

Ils sont Maliens, Sénégalais, Nigériens, Libériens, Camerounais ou ressortissants d'autres pays d'Afrique. Leur nombre tourne autour de 300 personnes. Ils ont entre dix-huit et quarante ans environ. Ils ont quitté leur pays pour aller en Europe par la route. Leur espoir d'aller chercher le mieux-être outre Méditerranée s'est brisé dans les prisons algériennes et libyennes où la plupart d'entre eux se sont retrouvés. Ils ont ensuite été expulsés par l'Algérie vers le no' mans land désertique de Tinzaouaten en terre malienne, où notre reporter les a rencontrés le 30 octobre 2009. Récit.

Partis de Gao deux jours plutôt, il a fallu parcourir 800 km de route avant d'atteindre cette bourgade algérienne, située à la frontière algéro-malienne, à 1200 km au nord de Bamako : Tinzaouaten. Notre petite équipe, d'une dizaine d'acteurs de la société civile, qui se déplace à bord de deux véhicules 4X4 est littéralement gagnée par la fatigue. La nuit vient de tomber. Notre interlocuteur du jour, un gendarme malien trouvé au poste de contrôle nous dissuade, aussitôt l'objet de notre voyage connu : « Vous ne pouvez pas aller chez ces gens-là à cette heure ; vous devez attendre le lever du jour. C'est une zone dangereuse » insiste-t-il. Nous sommes effectivement dans une zone dangereuse. Après plusieurs attaques de la rébellion touarègue qui sévit dans le Nord-Mali, la zone de Tinza a été militarisée. L'armée malienne a installé ses troupes dans la zone. Certains terrains sont minés par les protagonistes comme l'indique un panneau à l'entrée du poste de contrôle. Ce vaste

territoire désertique du Nord-Mali est aussi devenu un terrain d'intervention de la branche maghrébine d'Al qaïda qui procède souvent à des enlèvements. Mais nous insistons pour que, malgré l'obscurité qui s'installe, nous allions voir « ces gens-là » pour lesquels nous avons justement parcouru toute cette distance : les migrants d'Afrique subsaharienne expulsés par l'Algérie vers le désert malien. Devant notre insistance, le chemin nous a été indiqué. Seulement 3 km de route en plus et nous voyons apparaître dans le noir, quelques enclos de fortune, construits en banco ; des « Ghetto » comme on les appelle là-bas. Ils servent d'habitation à des centaines de jeunes Africains en route vers l'Europe ou de retour « forcé » d'Algérie et de Libye. On est à seulement une centaine de mètres de la frontière algérienne et en face de l'autre Tinzaouaten, l'algérien.

Capturés comme des brigands !

Aussitôt, nous mettons les pieds sur terre, les migrants viennent vers nous. Par petits groupes. Ils ne sont pas agressifs mais méfiants ; ils ont rencontré beaucoup d'adversité dans leur vie. Ils veulent connaître leurs interlocuteurs avant de parler. Lorsque la confiance est installée, ils racontent leurs récits. « *Je travaillais à Oran. Un jour je suis sorti faire des courses en ville. J'ai été intercepté par des policiers qui m'ont arrêté et enfermé dans les locaux du poste de police avant de m'amener en prison. Après trois semaines de prison où je mangeais du pain sec et un peu de lait, j'ai été acheminé ensuite avec d'autres migrants jusqu'à Tinzaouaten après plusieurs jours de route* ». Alex raconte son récit en gardant le sourire ; jeune Burkinabé, il a quitté son pays pour rejoindre l'Europe via l'Algérie. Fatou, une habitante de Bamako au Mali a connu presque le même sort. Elle avait « perdu » ses papiers dans le désert lors du voyage vers Alger. Interpellée par la police algérienne à Alger, elle

s'est retrouvée en prison pour presque quatre mois. Puis comme Alex, elle a été conduite par un convoi transportant une centaine de migrants à Tinzaouaten. « Ici presque chaque deux semaines les convois amènent des migrants expulsés par l'Algérie » raconte-elle.

À Tinzaouaten, presque tous les expulsés ont été incarcérés dans les prisons algériennes ou libyennes. Ces migrants ne peuvent aligner deux phrases sans évoquer le sort du migrant en Algérie : « c'est inhumain », « tu es moins que rien » racontent-ils, parfois avec beaucoup de colère dans la voix et les gestes. Pour les migrants de Tinza, il faut dénoncer la brutalité policière, les traitements dégradants et humiliants dont sont victimes les migrants africains en Europe ; mais il faut également dénoncer le sort réservé au migrant au Maghreb même et en particulier en Algérie. Ils sont nombreux à expliquer que leurs papiers sont « en règle » mais ont été « confisqués » par des agents de l'ordre avant d'être conduits en prison. Le chemin du migrant est semé de tant d'embûches. Dans certains pays disent-ils « *les forces de l'ordre vous rackettent aussi ; ils vous prennent le peu de sous que vous avez sous prétexte de vous fouiller* » ; « *ils n'ont aucun respect pour l'être humain* » lâchent-ils.

On a honte de revenir bredouille au pays !

Selon plusieurs témoignages recueillis sur place, le migrant pris en Algérie est directement envoyé en prison ; il y séjourne le temps que la police rafle un nombre de migrants suffisant pour lever un convoi en direction de la frontière malienne. Sur ce long chemin de plus de 1 000 km qui conduit d'Alger à la frontière malienne, le migrant passe d'un commissariat à un autre ; d'une prison à une autre jusqu'à Tamanrasset. Là, les migrants de nationalité nigérienne seraient expulsés vers leurs pays. Les autres nationalités sont conduites

jusqu'au Tinzaouaten algérien et « sommés » de franchir la frontière. Certains disent être refoulés de la Libye vers la frontière algérienne avant d'être conduits à Tinza. Là, ils se retrouvent dans un no man's land où manger et boire constituent un véritable casse-tête quotidien. Pour avoir de l'eau, il faut franchir la frontière en direction de l'Algérie et aller vers un puits situé non loin de ladite frontière. Il arrive aussi qu'ils cuisinent dans le Ghetto, comme lorsque quelques migrants viennent fraîchement du pays ou du « Nord » avec quelques billets de banque. Ils achètent « un peu de riz ou des pâtes alimentaires » de l'autre côté de la frontière pour cuisiner. « Mais ça n'arrive pas tous les jours » disent-ils. Il n'y a pas non plus de soins pour ceux d'entre eux qui sont malades.

Certains migrants ont vécu dans ces conditions pendant des mois, voire trois à quatre ans pour les plus anciens. Ils s'entassent par dizaines dans des cellules de fortune. On y retrouve des jeunes filles, des femmes dont certaines avec des bébés, des jeunes issus pratiquement de tous les pays de la CEDEAO et de l'Afrique centrale et australe. Presque abandonnés à eux-mêmes ! Malgré ce calvaire, certains expulsés entendent de nouveau tenter le passage vers l'Europe via l'Algérie ou la Libye. Pour beaucoup d'entre eux, le retour vers le bercail n'est pas à l'ordre du jour. Ils ont honte de « revenir bredouille » là où le fils du voisin a réussi ; ils ne peuvent revenir « affronter » leurs familles, puisque celles-ci ont « tout liquidé » pour préparer leur départ vers l'« eldorado » européen. Ils ont tellement honte de « leur situation » au point où certains ont coupé tout contact avec leurs familles pour lesquelles ils sont déjà en Europe. Pour ceux d'entre eux qui veulent « risquer » de revenir au pays, le chemin est parfois long et ils n'ont pas de quoi payer le transport.

Depuis quelques mois, la « Maison du Migrant », une

sorte de centre d'accueil du migrant, créée à l'initiative de Caritas Gao et de quelques organisations de la société civile locale, tente de donner espoir aux volontaires au retour. Elle leur assure l'accueil, l'hébergement mais aussi la totalité ou une partie des frais de transport pour qu'ils puissent continuer leur chemin. Mais la charge est énorme pour quelques acteurs de la société civile armés de leur seule volonté. La Maison du Migrant a tenu jusqu'à présent, grâce notamment à l'appui du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) ; mais face au nombre particulièrement élevé de migrants qui descendent de Tinza vers Gao depuis trois mois, avec l'appui de la Croix-Rouge notamment, ce centre a encore besoin de plus de secours pour tenir. Plus l'Algérie expulse vers ses frontières méridionales, plus il y a du monde à Tinza et des candidats vers Gao. Or à écouter le récit des migrants de Tinza, l'Algérie semble particulièrement « sévère » contre les migrants ces derniers temps. Toutes ces violations de droits, ces « cruautés » sont aussi commises au nom de la « sécurité de l'Europe ». Car le durcissement des pays maghrébins contre le migrant s'explique aussi par la pression exercée sur eux par l'Europe afin qu'ils assurent le « gendarme » contre les candidats en route pour l'Europe.

Père Antoine Chenu

Mission catholique d'Arlit

Quelques informations sur les migrants de passage à Arlit

Niger, octobre 2009

Arlit, au Niger, se situe à 225 km au Nord d'Agadez sur la piste reliant Agadez à Tamanrasset, donc sur la piste reliant le Niger à l'Algérie.

Nous y voyons peu de migrants allant sur la Libye. Ceux-ci préfèrent trouver leurs occasions à partir d'Agadez. Ceux qui traversent Arlit vont vers l'Algérie. À partir de l'Algérie, ils choisissent soit de rester dans ce pays soit de glisser sur la Libye à partir de Tamanrasset, soit d'aller au Maroc pour y rester ou pour filer en Europe. Quand on les interroge, aucun ne nous dit exactement où ils veulent aller... Le savent-ils eux-mêmes ?

Trois convois par semaine relie Agadez à Arlit. Chaque convoi comprend cinq cars contenant chacun entre 5 et 10 migrants suivant les saisons*. C'est donc entre 200 et 500 migrants qui débarquent chaque mois. Ce chiffre est très certainement en dessous de la réalité (jusqu'à 2000).

Ces migrants font plusieurs jours et souvent plusieurs semaines avant de continuer. Il leur faut attendre la bonne occasion ; souvent il leur faut attendre un peu d'argent de la famille car le coût du trajet jusqu'à Arlit a dépassé leur prévision. Il faut noter que chaque barrière de police avant les villes et aux douanes exige sa « rançon ».

Des « spécialistes » accueillent les migrants au pied des cars et les emmènent dans des concessions dortoir... le temps d'organiser leur départ.

Nous voyons certains migrants qui montent ; soit ils viennent à la prière paroissiale parce qu'ils sont chrétiens, soit ils viennent demander une aide parce qu'ils sont déjà dans le besoin.

Nous accueillons, au mieux, ceux qui viennent prier, sans les loger ni leur donner de l'argent.

À ceux qui demandent une aide, nous la refusons s'il s'agit de continuer leur voyage vers le Nord. Au mieux, nous leur donnons de quoi communiquer avec leurs familles.

S'ils prennent la décision de repartir chez eux (ils sont rares), nous allons leur acheter le billet jusqu'à Agadez seulement.

Tous sont conscients de l'aventure dans laquelle ils s'embarquent. Certains me demandent la confession, un chapelet et une bénédiction !

Migrants de retour

Les migrants qui ont réussi à trouver un travail reviennent chez eux soit par avion, soit par des occasions correctes. Ceux-là, nous ne les voyons pas.

Ceux que nous voyons sont de deux catégories :

► les migrants expulsés manu militari. Ils débarquent sans bagages, sans rien et souvent mal en point. Que faire ? S'ils sont malades, nous leur venons en aide, s'ils sont en haillons nous leur donnons un minimum d'habits, un peu de quoi manger... et même de quoi aller jusqu'à Agadez.

Nous ne les logeons jamais à la mission (douche seulement) car nous sommes à 100 mètres de la Police ! Nous leur conseillons de loger dans les gares routières, chacune possède un minimum de structure d'accueil.

Certains individus dignes de pitié et que nous avons hébergés quelques temps se sont accrochés à nous et nous ont attiré des ennuis. Il convient d'être très attentif.

► les migrants qui nous arrivent munis d'une fiche prouvant qu'ils furent mis en route par les Pères Blancs d'Alger.

Cette fiche porte l'identité du migrant et sa photo. Le voyage-retour de ces migrants est pris en charge par étape : Alger-Ghardaïa ; Ghardaïa-Tamanrasset ; Tamanrasset-Arlit ; Arlit-Niamey.

Au migrant qui me tend cette fiche, j'y appose mon tampon et je lui donne 18 000 CFA, correspondant au prix du billet Arlit-Niamey.

Souvent, la police, qui a confisqué les bagages ! exige « sa part » sauf rare exception, nous n'entrons pas dans ce « jeu ».

Remarque :

Bien sûr, nous apprécions très fort cette prise en charge. Alger ravitaille notre caisse avec des virements de 500 euros quand la caisse est vide. Suite à un compte rendu des passages transmis par e-mail, Alger nous fait un virement bancaire.

L'étape Arlit-Niamey me paraît arbitraire car beaucoup de migrants sont Nigériens et Camerounais. Passer par Niamey les oblige à un grand détour.

Des Pères Blancs se trouvent à Birni N'Konni ou à Zinder : voilà des postes de missions qui sont dans l'axe du chemin de retour. Il serait plus reposant pour le voyageur, et plus économique, d'éviter le passage par Niamey.

Cheikh Diop

Coordinateur de l'association SIDEB

Problématique de la réinsertion des émigrés rapatriés - Enjeux et problèmes (Cas des rapatriés de Mbour et de Kayar au Sénégal)

Octobre 2009, Sénégal

I > Introduction

Les départs massifs en direction de l'Europe et plus particulièrement de l'Espagne au moyen des pirogues communément appelées *lotios* ont commencé à attirer l'attention à partir de 2005. Mais en réalité, c'est un

phénomène qui avait débuté bien avant à partir de St-Louis à un moment où la raréfaction des ressources halieutiques commençait à se faire sentir et l'Espagne connaissait une croissance forte et un grand besoin de main-d'œuvre bon marché au niveau de la cueillette des récoltes en particulier. À ces facteurs étaient venus s'ajouter les contrôles plus stricts au niveau des frontières aéroportuaires ayant entraîné une très forte augmentation des prix exigés par les passeurs pour le voyage. C'est ainsi que des patrons de pêche et des capitaines de pirogues très fêrus se sont transformés en passeurs car chaque odyssée pouvait rapporter entre 12 et 20 millions nets de tous frais, selon la taille de la pirogue tout en ne coûtant qu'entre 300 000 et 500 000 FCFA au candidat au voyage. Les migrants profitaient de la législation qui obligeait les autorités espagnoles à les relâcher sur le continent après la période légale de détention. Ils étaient aussitôt récupérés par leurs compatriotes et dirigés pour la plupart vers les exploitations agricoles. Les désillusions nées des espoirs des jeunes placés dans l'alternance de 2000 au Sénégal et le « téléphone arabe », ou plutôt portable, ont fait le reste pour aboutir aux départs massifs qui ont été enregistrés par la suite. Les jeunes de Kayar et de Mbour avec lesquels nous travaillons ont été des acteurs majeurs de ces aventures en tant que simples migrants ou même dans certains cas en tant que capitaines de pirogues. Ils se sont retrouvés ruinés, leurs parents avec parfois, après les rapatriements tout aussi massifs car le voyage était perçu souvent comme un investissement rentable rapidement par la famille et donc encouragé.

Après leur retour forcé, ils se sont regroupés de manière informelle suite aux promesses de l'État de les recenser et de les réinsérer dans le tissu économique, à travers des projets et des contrats de travail et donc une émigration légale en Espagne. Mais après

l'euphorie et les illusions nées de ces promesses restées pour l'essentiel sans suite des autorités, ils ont été approchés par des acteurs sociaux à la base et encadrés pour aboutir aux expériences de réinsertion dont nous allons vous entretenir. La particularité de ces deux expériences réside dans la manière dont elles sont menées, le nombre de personnes concernées et le temps que le processus prend. La démarche adoptée est une démarche pédagogique qui permet un temps d'apprentissage de vie en groupe organisé et d'acquisition d'expérience, sans soubresauts majeurs préjudiciables à quelque projet que ce soit.

II > Expérience de réinsertion des rapatriés de Mbour

Les rapatriés sont estimés autour de 400 mais aucun recensement fiable n'est venu corroborer ce chiffre et beaucoup estiment qu'ils sont plus nombreux. En tout état de cause, ceux qui sont regroupés au niveau du GIE « Les Migrants » de Mbour sont au nombre de 150 environ et ont entamé un processus de réinsertion dans les mêmes métiers qu'ils avaient avant leur aventure. Ils ont tous fait l'expérience des centres de rétention, d'un retour calamiteux, de la honte de l'échec là où d'autres ont pu « réussir » et du dénuement après la perte de toutes leurs épargnes.

Grâce à l'appui du CCFD et l'encadrement de la cellule d'appui composée d'acteurs à la base, ils ont pu se regrouper dans la structure formelle qu'est le GIE. Ce processus de structuration leur a permis de mieux se connaître et de tisser des liens de camaraderie et de confiance qui ont été confortés par les activités initiées et la manière dont ils les mènent.

Ce processus a commencé par une action de sensibilisation au niveau d'un noyau dur qui a su

convaincre les plus sceptiques, après les promesses sans lendemain des autorités, que les solutions individuelles ne pouvaient réussir que dans très peu de cas et que la dispersion et le découragement ne servaient à rien. Après plusieurs rencontres par petits cercles, des visites des chargés de mission Assane Ba et Nina Marx, une assemblée générale a pu se tenir à laquelle ont participé 112 rapatriés, assemblée au cours de laquelle le GIE et ses organes ont été mis sur pied.

Après cette première étape, ils sont passés à la confection d'un plan d'action consensuel déclinant la marche à suivre pour atteindre les objectifs de réinsertion pour le plus grand nombre. C'est dans ce cadre qu'ils ont identifié les différents corps de métiers d'abord, et se sont mis ensuite d'accord sur le ou les projets sur lesquels ils allaient s'investir. Dans tout ce processus, ils ont été bien entendu, accompagnés par la cellule d'appui et les chargés de mission du service Migrants du CCFD, ce qui a permis de gérer les conflits et l'impatience des uns et des autres. Durant cette période qui a duré 2 ans, il a pu être obtenu une subvention pour les démarches et les formalités administratives pour mettre sur pied le groupement. Cependant, les choix majeurs relatifs à ce dans quoi ils allaient s'investir ont été discutés et arrêtés en leur sein. Par conséquent, les choix ont été les leurs, quand bien même la cellule pouvait avoir quelques réserves sur tel ou tel choix. C'est par exemple, le cas du projet de pêche artisanale retenu compte tenu de beaucoup de facteurs :

- ▶ Le secteur de la pêche avec des ressources qui se raréfient est en crise. Est-il, dans ces conditions, indiqué de les laisser s'y engager avec les risques importants d'échec ?
- ▶ Le risque n'était-il pas trop grand que les jeunes rapatriés ne détournent un financement pour

construire des pirogues aptes à faire la traversée pour l'Espagne, d'autant que dans le groupe, il y avait au moins un capitaine qui a réussi cette traversée une fois ?

Le choix fut quand même fait sur un projet de pêche artisanale malgré ces quelques réserves soulevées. En effet, l'argument des jeunes a été très simple : la pêche et le mareyage sont les seuls métiers qu'ils connaissent, pour lesquels ils ont une expertise et une expérience avérées ; et enfin dans la petite côte, la mer nourrit encore son homme quand bien même, elle n'enrichit pas tout le monde.

Une fois l'étude réalisée grâce, là aussi, à la cellule d'appui, elle a été introduite au niveau du CCFD qui a retenu et financé le projet à hauteur de 25 000 euros environ. Avec cette subvention, le GIE a investi sur 2 pirogues entièrement équipées et financé 15 mareyeurs, investissements qui ont permis à une trentaine de jeunes de s'insérer économiquement. Ils ont reçu une formation en gestion pour acquérir les rudiments minima en la matière avant le démarrage effectif des activités comme prévu dans le plan d'action.

Aujourd'hui, le projet suit son cours et se déroule sans problème. L'une de ses originalités réside dans la manière de distribuer les revenus, inspirée de ce qui se passe dans le milieu de la pêche artisanale. En effet les recettes sont divisées en 3 parties :

- ▶ La part des recettes revenant à la pirogue qui peut être assimilée au remboursement du capital investi et à l'amortissement.
- ▶ Celle du moteur pouvant être assimilée aux dividendes revenant à l'investisseur.
- ▶ La part des pêcheurs qui représente la rémunération du travail et qui est partagée de manière égalitaire.

Cette forme de distribution des revenus permet de motiver le groupe, d'encourager l'effort individuel et d'obliger à la productivité.

Les deux premières parts reviennent au GIE et doivent permettre de financer d'autres mareyeurs et d'autres activités pour absorber progressivement ceux qui attendent en les insérant dans des activités rémunératrices. Il n'y a pas eu de contestations parce que dès le départ la question de savoir qu'elles allaient être les critères de sélection des premiers à être insérés a été discutée et réglée. Ainsi, une gestion collégiale et transparente a été instaurée tout naturellement donc et fonctionne très bien jusqu'ici. L'équipe dirigeante qui assure la gestion au jour le jour n'est pas rémunérée pour les tâches administratives qu'elle assure, ils sont soit mareyeurs ou pêcheurs en même temps.

III > *Expérience de réinsertion des rapatriés de Kayar*

Lorsque le contact a été noué avec les jeunes de Kayar qui avaient tenté l'aventure, la situation sur place était plus compliquée. En effet, le groupe réuni autour de Ndiaga Diouf, l'actuel président du GIE AND TOKK LIGEEY, s'était retiré du premier groupement à la suite des problèmes et suspicions nés de l'appui des autorités.

En effet, suite au retour massif de près de 500 jeunes migrants dans un petit village de pêcheurs, à proximité de la capitale et à la veille d'élections, l'État a rapidement réagi en octroyant un financement de 25 millions et quelques contrats de travail pour l'Espagne dont le groupement devait choisir les bénéficiaires parmi les proches des rapatriés, ceux-ci ne pouvant en bénéficier. L'échec du groupement a été la conséquence du mode de choix contesté des bénéficiaires desdits contrats et de l'absence

d'exploitation du matériel de pêche acquis avec le financement, faute d'étude préalable, d'encadrement et de consensus. D'ailleurs le matériel a été finalement vendu au bout d'une longue période de léthargie et les recettes issues de la vente réparties entre les membres. Voilà un peu le contexte qui a prévalu et explique le retrait d'une partie des jeunes pour former le GIE qui est maintenant encadré pour leur éviter les mêmes problèmes.

Là aussi, fort de l'appui du CCFD que nous avons sollicité pour leur compte, ils se sont mis au travail en formant leur groupement. Le processus d'organisation et de formalisation s'est fait sur le modèle de celui de Mbour et se déroule en plusieurs phases.

▶ Mise en place des structures et du siège

Cette première étape a consisté à placer les cartes de membres, élire les organes dirigeants du groupement et à trouver un local pour le siège, de manière à avoir un lieu de rencontres et de diffusion des informations pour mieux souder le groupe et entretenir la motivation.

▶ Rencontres avec les autorités locales et les bailleurs

Kayar ayant été érigé en commune, ils ont rencontré le maire qui a montré toute sa disponibilité et a pris l'engagement de mettre à leur disposition un terrain pour le maraîchage, ce qui n'a pas été fait jusqu'ici.

▶ Identification de projets et tri en fonction de leur impact socio-économique

Ce processus est toujours en cours et a débouché sur la création de deux activités et l'identification d'un projet en cours d'élaboration. La première activité qui concerne la location de bâches pour les cérémonies a été initiée dans le but de créer une occupation génératrice de revenus pour récupérer et stabiliser l'un de leurs membres extrêmement traumatisé par le rapatriement,

comme beaucoup d'autres d'ailleurs, mais qui n'arrivait pas à s'en remettre. À cette activité, ils ont ajouté la location de chaises qui en est un prolongement grâce toujours, à la subvention reçue du CCFD.

► Visites et échanges avec des partenaires rapatriés

Ensuite, toujours dans le cadre de l'exécution du plan d'action, ils ont rendu visite aux rapatriés de Mbour avec qui ils ont eu des échanges d'expériences sur le voyage, les déceptions et les traumatismes que cela a engendrés. Ils ont pu aussi visiter les pirogues du projet et échanger sur la manière dont celui-ci est géré. Tout cela les a beaucoup inspirés et motivés, et explique en partie, le choix fait sur un projet de pêche à cause de son impact beaucoup plus large en termes d'emplois et de revenus pouvant permettre de financer les autres corps de métiers.

► Formation des acteurs de projets retenus

Le principe retenu est d'organiser des sessions de formation en fonction du projet qui aura reçu un financement et les membres acteurs directs.

Entre-temps, ils essayent de survivre tant bien que mal et entretiennent d'excellentes relations avec l'autre GIE dont certains sont venus les rejoindre.

IV > Enseignements tirés de ces expériences de réinsertion

Plusieurs enseignements peuvent être tirés de ces deux expériences aux stades d'évolution où elles se trouvent.

En effet, comme on le voit, le processus d'insertion est mené étape par étape pour qu'au bout toutes les conditions de réussite soient réunies, en dépit de l'impatience et des conflits qui ne peuvent manquer de surgir. Et il faut souligner qu'on a souvent au départ

une masse informelle de jeunes qui ne se connaissent pas très bien ou pas du tout et n'ont aucune raison d'avoir confiance les uns envers les autres. En outre, ils ont en général tous évolué dans des cercles informels, souvent familiaux avec des rapports hiérarchiques traditionnels différents. Le seul lien qui les unit au départ, c'est leur statut de rapatriés.

Cependant, les exemples du groupement de Mbour – qui fonctionne jusqu'ici à la satisfaction de la cellule d'appui, que les dirigeants gèrent de manière rigoureuse et sans contestation – et celui de Kayar qui en est à ses débuts montrent que :

1) Si le processus d'insertion est bien mené en prenant le temps nécessaire et en avançant par étapes, on peut raisonnablement espérer des insertions durables et une fixation des jeunes sur le terroir.

2) On peut leur faire confiance tout en les préparant méthodiquement à travailler ensemble selon des règles consensuelles écrites ou pas.

3) Il faut respecter leur choix de domaine d'insertion et de projets dans lesquels ils veulent s'investir. C'est le meilleur gage de succès.

4) Il faut veiller aussi à ce que les projets aient un financement conséquent et soient à large impact tout en procurant des revenus adéquats. En effet, les rapatriés pensent aux revenus que les émigrés ou une partie d'entre eux arrivent à accumuler de manière rapide grâce au niveau de pouvoir d'achat dans l'Hexagone couplé au taux de change. Ils veulent eux aussi, de la même manière pouvoir accumuler, dans la durée certes, mais sûrement de façon à s'affranchir des familles et construire une vie autonome. Autrement, la tentation de repartir restera toujours forte et ancrée chez eux.

5) Un encadrement souple et un suivi de proximité permettent d'éviter que des errements comme la confiscation, et même une simple perception de confiscation par un groupe du projet à son seul profit n'entraînent un échec. Le cas de Kayar est édifiant à cet égard.

Voilà un peu les expériences qui ne sont certes pas encore achevées, il y a du chemin à faire, que nous voulions partager avec vous aujourd'hui. Cependant, à côté de ces jeunes, il y a des milliers d'autres rapatriés ou non, laissés à eux-mêmes et pour qui il n'y a pas d'alternative à l'émigration. En conséquence, l'enjeu majeur demeure l'emploi des jeunes de manière globale et pose le problème du développement de nos pays, la problématique de la globalisation et ses conséquences, de même que la question agitée aujourd'hui à tout va du co-développement.

Guy Aurenche

Président du CCFD-Terre Solidaire (extraits de l'intervention)

Sécurisation des chemins de migration africaine

Rencontre de Gao, octobre 2009

La question des migrations nous emmène dans l'histoire de l'humanité. L'homme est par définition un migrant. Plus exactement l'humanité n'est que parce qu'elle est migrante. C'est en effet à travers les déplacements que le développement des terres vierges a pu se réaliser. C'est à travers les métissages que les populations ont pu se constituer. Parfois même, c'est

à travers les invasions que les chocs de civilisation destructeurs dans un premier temps ont pu devenir producteurs de solutions culturelles nouvelles.

Nous voici à Gao au Mali, au bord de ce fleuve Niger qui appelle tant de rêves et raconte tant d'histoires. Nous sommes à la porte de la Maison du Migrant tenue depuis quelques mois par des hommes courageux ayant eux-mêmes fait le chemin de la migration et ayant décidé de consacrer une partie de leur vie à aider le retour de leurs frères migrants. Oui nous sommes avec les pauvres qui aident les plus pauvres. Nous sommes donc au cœur de l'humanité vivante.

Ce rendez-vous entre des responsables de différents services d'aide aux migrants situés en Algérie, au Maroc, en Mauritanie, Niger, Mali, Sénégal, France..., la Caritas Gao et le CCFD l'ont voulu afin de donner à l'action de chacun toute son efficacité. Cette efficacité devra se développer dans deux directions : d'une part l'action immédiate, ponctuelle, personnelle, le secours qu'il faut apporter à celui qui meurt de soif et de désespoir. D'autre part la réflexion plus globale que nous pouvons mener entre nous puis transformer en un plaidoyer politique auprès de nos dirigeants et des populations auxquelles nous appartenons. C'est dans ce cadre que je souhaiterais dire au nom du CCFD quelques mots pour rappeler le sens de notre action.

I > Sur les chemins de migration, sur les chemins de la vie, ce qui est premier ce sont les gestes de relèvement dont nous sommes aujourd'hui capables

► Il faut célébrer, mettre en valeur et développer les capacités que chacun de nous, individuellement, en groupe, en l'Église, a de remettre debout des hommes et des femmes que la vie a écrasés. Parfois il s'agira d'aider

à poser des valises, d'autre fois à redonner du moral. Parfois encore à donner de quoi boire ou de quoi manger. Toujours donner un espoir de retrouver sens à sa vie, cette vie abîmée par l'échec du projet de migration. Oui il faut nous aider de la dignité retrouvée par ces femmes et par ces hommes accueillis à la Maison du Migrant. Oui il faut nous aider de la dignité retrouvée par ceux qui au cœur de la Maison du Migrant (Alassane, Pierre, Éric, Ibrahim et bien d'autres) ont retrouvé leur propre dignité.

► Ces capacités de remise debout, elles ne sont pas insignifiantes. C'est non seulement le geste qui sauve celui qui en a besoin, mais c'est encore le lieu même de notre propre humanisation. Il faut donc arrêter les discours répétant que nous ne donnons que des petites gouttes d'eau, que nous ne pouvons faire que des gestes minimes... Ces gouttes d'eau sont le témoignage de la force de la vie au cœur de l'humanité.

► Ces capacités de relèvement, nous ne pouvons les isoler des mécanismes de déshumanisation qui vont croissant actuellement. Ces mécanismes ce sont en particulier dans le domaine des migrations, la peur de l'Europe et d'autres nations riches qui fait s'élever des murs, multiplier les politiques sécuritaires et les renvois dans les pays, parfois le retour dans un désert mortifère.

Ces mécanismes sont également les mécanismes économiques, financiers qui tuent les économies locales. Ce faisant, ils tuent également tout espoir de survie. Pourquoi tant de jeunes partent-ils ? Parce qu'ils sont désespérés. Nous ne pouvons pas ne pas évoquer les milliers de morts dans le désert, ceux qui périssent dans la mer. N'oublions pas les personnes atteintes de folie à la suite de ces péripéties et qui circulent aujourd'hui dans les rues de Gao.

Ces mécanismes de déshumanisation ont pour origine la peur. Cette peur nous fait oublier que l'accueil de

l'autre, la pratique du partage ne sont pas simplement des gestes moralement estimables mais qu'ils sont des gestes vitalement indispensables. Cette peur corrompt tout, y compris la bonne conscience, y compris les religions, y compris les meilleures intentions politiques.

Ces mécanismes de déshumanisation prennent aujourd'hui la forme de lois, de systèmes de répression ou de renvoi aux autres frontières. Ces mécanismes, de même que les processus économiques dénoncés plus haut, nous nous devons de les étudier. Le geste ponctuel de relèvement dont je parlais tout à l'heure ne nous évite pas d'être aussi intelligent au regard de ces processus qu'il faut décortiquer, dénoncer et transformer.

► Ces capacités de relèvement s'expriment dans le quotidien de notre vie.

La question est de savoir, aujourd'hui dans mon quotidien, quels sont les rendez-vous du relèvement que je discerne et donc que je choisis ? Oui il est important que 92 candidats au retour aient été accueillis par nos amis d'Alger et qu'ils aient pu rentrer chez eux petit à petit. Oui les 858 personnes accueillies par la Maison du Migrant à Gao depuis le mois de mars 2009 sont importantes.

Ils sont les rendez-vous de notre quotidien.

Il n'est pas nécessaire que je rappelle le texte de l'Évangile si parlant, qui nous raconte l'histoire d'un blessé sur la route qui mène de Jérusalem à Jéricho. Ce blessé fut secouru par un étranger, peut-être un sans-papier, en tout cas il n'était pas un notable, le Samaritain. C'est bien dans le quotidien de nos cheminements que nous sommes appelés à répondre à ces appels au secours, et ils sont nombreux dans le domaine des migrations, tout spécialement en cette terre du cœur de l'Afrique.

Oui notre capacité de relèvement est grande. Il ne s'agit pas de parler de nos « petites » actions. Ce sont nos actions, ce sont nos gestes d'humanité. Ces capacités peuvent se démultiplier. Elles peuvent dénoncer des pratiques inacceptables. Elles peuvent mettre sur pied d'autres systèmes et d'autres mécanismes qui eux conduiront à la vie. Elles peuvent, ces petites capacités, être source de véritables politiques. Si, dans un orchestre, chaque musicien ne joue pas de son instrument, la musique ne pourra pas exister. Il en est de même dans l'éternel débat que nous vivons entre le caractère parfois insignifiant – en apparence – de nos actions et la complexité grave des problèmes auxquels nous nous affrontons.

Il > Au cœur d'un phénomène : la mondialisation

Il n'est pas nécessaire de décrire ce phénomène ici sur la terre de Gao. Cependant il faut redire qu'il est unique dans l'histoire. C'est la première fois dans l'histoire des hommes que nous vivons véritablement la mondialisation. Cette nouveauté doit donc être recueillie avec beaucoup d'attention. Cette nouveauté déstabilise.

Souvent la mondialisation est vécue en termes d'uniformisation. Tous les systèmes doivent se ressembler puisqu'ils dépendent de plus en plus les uns des autres. Ces phénomènes d'uniformisation créent automatiquement des crises identitaires. Je n'ai pas envie de devenir comme l'autre. Je veux être moi-même. Dans certains cas alors je me replie sur moi-même, sur mes frontières. J'élève des murs. La peur m'habite. Dans d'autre cas je deviens agressif pour affirmer que mon identité est bien meilleure que celle de l'autre, qui ne m'imposera pas sa loi d'uniformisation.

Cette mondialisation crée des mécanismes et des réalités d'inégalités extrêmement graves. Oui la richesse

augmente mais la pauvreté augmente également. Au cœur de ces inégalités, les phénomènes de corruption sont nombreux. Lorsque l'on décrit le chemin d'un migrant, on voit combien celui-ci est victime, à chaque minute de son trajet, d'opérations de corruption.

► Cette interdépendance est le lieu où je vais tenter d'exercer mes capacités de relèvement. En effet, il faut bénéficier des forces, des capacités inventives de chacun pour trouver des solutions radicalement nouvelles. Le monde de demain ne pourra pas ressembler à celui d'hier. Les phénomènes de migration qui ont toujours jalonné notre histoire sont forcément différents. Les solutions à trouver le sont aussi. C'est donc en articulant ma propre solution avec d'autres solutions, avec d'autres forces positives ou nouvelles, que nous trouverons les solutions.

► Au cœur de cette nouveauté, il y a la dynamique des droits humains. La Déclaration universelle du 10 décembre 1948 a été proclamée après une période de l'histoire mondiale où l'homme, l'humanité, ont été assassinés. Or, la base de ce texte juridique mondial qui a donné lieu à bien d'autres traités, déclarations ou pactes se résume en cette phrase : « les peuples du monde entier ont proclamé leur foi en la dignité et la valeur de la personne humaine ».

► Cette phrase, que pouvait-elle signifier au regard de 60 millions de morts à l'issue de la Seconde Guerre mondiale ? Quel est son sens après la bombe atomique, les camps de la mort, la shoah, la destruction systématique de populations civiles ?

Qu'est-ce que cet acte de foi peut signifier lorsque je vois les camions provenant d'Algérie, de Lybie ou d'autres pays qui déversent régulièrement leur cargaison d'hommes, de femmes affamés, apeurés et qui les laissent totalement isolés dans le désert ? Face à ces camions qui déversent des corps plus ou moins vivants

comme l'on déverse des poubelles chez son voisin, que peut signifier notre acte de foi en la dignité ?

Il est le point de départ de tout relèvement. Il convient que la victime, comme l'auteur des mauvais traitements, se ressaisissent de sa capacité de dignité.

Cet acte de foi en la dignité sera décliné en termes de droits et de devoirs. Sinon nous sommes dans l'hypocrisie totale. C'est ainsi que de nombreux textes ont illustré la Déclaration universelle de 1948. Parmi eux il y a la Convention internationale des droits des travailleurs migrants et de leur famille. Il conviendrait, en particulier pour les pays européens, qu'ils ratifient ce texte et le mettent en œuvre. Je sais bien qu'aucun texte de droit n'a changé quelque situation que ce soit. Et pourtant j'affirme que ces références juridiques sont un levier à partir duquel nous allons pouvoir lancer nos protestations et sur lequel nous appuierons nos actions. C'est également sur ce texte commun que la solidarité, la coopération pourra se faire entre partenaires de cultures, d'opinions politiques ou de religions complètement différentes. Ces textes juridiques en matière de droit de l'homme ne sont donc pas insignifiants si nous savons les incarner.

La question aujourd'hui est de donner à chacun accès aux droits qui sont issus de cette affirmation de la dignité.

► Dans le contexte de la mondialisation, n'oublions pas l'acteur nouveau : l'opinion publique locale nationale ou mondiale. Il y a là une possibilité non seulement de passer entre nous des alliances mais également de mettre ces alliances au service de la construction politique et économique d'un monde différent. La chaîne de l'information, doit utiliser les moyens modernes. Cette chaîne de l'information, le simple fait que nous nous diffusions entre nous des documents,

des nouvelles, des chiffres, des statistiques, constitue un premier maillon d'une chaîne de mobilisation politique. Nous pouvons travailler à ce premier maillon.

► Il y a bien sûr l'action politique. Je l'ai dit tout à l'heure. C'est le but de chacune de nos actions ponctuelles que de prendre sa place dans une action de plaidoyer pour que les lois changent, les politiques se modifient, les mécanismes arrêtent de broyer l'humanité. C'est dans le domaine du plaidoyer que nous essaierons de convaincre les populations auxquelles nous appartenons des raisons pour lesquelles des jeunes hommes, femmes quittent leur pays et leur famille, leur terre, leurs morts, pour se lancer dans l'aventure de la migration. Ce n'est jamais par plaisir ni par cupidité. Parce qu'ils n'ont aucun avenir, ils ont décidé d'en forger un à la force de leurs bras. Parfois au péril de leur vie. Ils sont souvent l'expression d'un sursaut de vie, ceux et celles qui partent ainsi à l'aventure.

L'action de plaidoyer est difficile à faire sur le sujet des migrations, car tant d'hommes et de femmes voient l'étranger, le migrant comme un gêneur, un voleur, un envahisseur.

C'est pourquoi il nous faut travailler au niveau de l'éducation.

Il nous faut travailler aussi au niveau de l'étude des lois nationales de chacun de nos pays pour voir comment il traite l'étranger. Pour voir comment les conventions politiques de pays à pays mettent en péril les chemins de migration. Les accords politiques en particulier entre l'Union européenne et les pays africains doivent être étudiés de près. Ils doivent pouvoir faire l'objet de critiques si l'on estime qu'ils conduisent des milliers de personnes à la mort.

